

NUMÉRO 1, 2013

COMMUNAUTÉ DE SÉCURITÉ

LE MAGAZINE DE LOSCE



Message de Lamberto Zannier, Secrétaire général de l'OSCE

C'est un grand plaisir pour moi de vous présenter le premier numéro de Communauté de sécurité, le nouveau magazine de l'OSCE.

La région de l'OSCE couvre l'ensemble du globe – de Vancouver, sur la côte Pacifique du Canada, à Vladivostok, aux confins orientaux de la Fédération de Russie. Les 57 États participants de la plus importante organisation régionale de sécurité au monde ont épousé une vision: faire de leur région une communauté de sécurité.

“Une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasienne libre, démocratique, unie et indivisible, de Vancouver à Vladivostok, fondée sur des valeurs partagées et des objectifs communs”: c'est en ces termes que les chefs d'État ou de gouvernement, réunis à Astana en 2010 pour le Sommet de l'OSCE, ont défini leur vision.

On mesure à quel point cet objectif est ambitieux quand on sait que l'expression “communauté de sécurité” a été utilisée pour la première fois par le scientifique américain, Karl Deutsch, dans les années 1950, pour décrire le cas extraordinaire d'un groupe de pays associés pacifiquement liés si étroitement par une entente commune que la guerre leur était devenue impossible. Il est encourageant que les États participants de l'OSCE, qui ont souscrit au principe du non-recours à la force dès l'Acte final de Helsinki en 1975, aient l'ambition d'atteindre cet objectif, en dépit de quelques difficultés qu'ils doivent encore surmonter.

Ils sont cependant déterminés à y parvenir et à tout mettre en œuvre pour ce faire. Le mois dernier, lors de leurs entretiens à la Réunion du Conseil ministériel à Dublin, les ministres ont décidé, alors que le quarantième anniversaire de l'Acte final de Helsinki approche pour l'OSCE, qu'ils allaient susciter une dynamique politique forte et continue en vue d'améliorer leur coopération et d'accomplir des progrès notables sur la voie

d'une communauté de sécurité, dans un processus qu'ils ont appelé "Helsinki +40".

Bâtir une communauté de sécurité implique de tisser des réseaux coopératifs denses dans les domaines de la sécurité politique, militaire, économique, environnementale et humaine. Il s'agit donc avant tout de personnes: des personnes qui communiquent entre elles et travaillent ensemble pour renforcer la confiance et apaiser les divergences.

Depuis le début de mon mandat de Secrétaire général, je me suis attaché en priorité à rehausser le profil de l'OSCE. Comme je l'ai déclaré dans mon discours inaugural, si nous voulons concrétiser notre vision ambitieuse, nous devons mieux expliquer cette organisation à nos dirigeants et à nos sociétés. Par la même occasion, j'ai proposé la participation d'acteurs informels afin de stimuler le débat sur les questions intéressant l'OSCE. De là est née l'initiative IDEAS dans le cadre de laquelle des ateliers universitaires ont été organisés dans quatre États participants. Je partage pleinement l'avis émis dans le rapport récemment publié par l'initiative IDEAS selon lequel l'OSCE se doit d'encourager des conceptions nouvelles et de mettre à l'épreuve des idées novatrices dans le cadre d'un vaste processus de communication avec la société civile, les universitaires, d'autres organisations internationales et les États partenaires.

Je suis convaincu que Communauté de sécurité peut devenir un support efficace à cette fin. Il contient des analyses d'experts, des rapports de l'intérieur, des points de vue personnels, des perspectives culturelles et des contributions d'artistes sur les nombreuses questions touchant à notre sécurité. J'espère que vous trouverez qu'il est sérieux et plaisant, qu'il incite à la réflexion et qu'il est inclusif. Utilisons notre nouveau magazine en tant que support pour un échange de vues ouvert et un dialogue constructif afin d'encourager la convergence entre les États participants et leurs sociétés et ouvrir ainsi la voie à l'édification d'une réelle communauté de sécurité.

Aperçu général »



1 Dublin Les 6 et 7 décembre 2012, Dublin a accueilli plus de 50 ministres et de 1 400 délégués venus assister à la dix-neuvième Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE, la plus importante réunion de ce genre jamais organisée dans la capitale irlandaise. _ p4

2 Ukraine De par la richesse de son histoire, son vaste patrimoine culturel et ses aspirations européennes manifestes, l'Ukraine est bien placée pour promouvoir un changement de mentalité d'une optique de

confrontation à une approche coopérative, déclare le Président en exercice de l'OSCE, Leonid Kozhara, Ministre ukrainien des affaires étrangères. _ p16

3 La Haye Il ne fait aucun doute qu'en 1992, il était assez innovateur et audacieux de confier à une seule personne, possédant certes une riche expérience et dotée d'une très haute intégrité, la mission de dialoguer directement avec et au sein des États et de traiter de situations de conflit interethnique qui, de son avis, consti-

tuent une menace pour la paix et la stabilité internationales. _ p31

4 Moldavie L'un des aspects les plus fascinants de la Moldavie c'est son caractère multi-ethnique et multilingue. De nombreux groupes ethniques différents y vivent et de nombreuses langues différentes y sont parlées : roumain, russe, ukrainien, gagauze et bulgare. _ p39

5 Serbie En Serbie, un citoyen sur sept est membre d'une minorité ethnique. Pour

Paula Thiede, chef par intérim de la Mission de l'OSCE en Serbie, "l'édification d'une démocratie stable exige un service de police professionnel qui soit le reflet de la population qu'il dessert". _ p41

6 Copenhague Désirée, une brillante chercheuse brésilienne, s'est retrouvée désemparée à Copenhague (Danemark) jusqu'au jour où elle a rencontré Catharina, un mentor dans le cadre du programme novateur géré par le Centre danois pour l'égalité des sexes et la diversité (KVINFO). _ p43

Table des matières »

Numéro 1/2013

Track II Créer une communauté de sécurité: un projet chimérique ?

Les États participants de l'OSCE ont épousé la vision d'une communauté de sécurité, mais peinent à trouver un terrain d'entente dans les domaines de la maîtrise des armements conventionnels, des conflits sous-régionaux et des droits de l'homme. Trois universitaires, qui ont participé à l'initiative IDEAS, suggèrent des moyens d'aller de l'avant et pourquoi ils sont importants [__ 22](#)

Message du Secrétaire général

Conseil ministériel

Dans la belle ville de Dublin

La dix-neuvième Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE s'est déroulée à Dublin les 6 et 7 décembre 2012 [__ 4](#)



La bonne gouvernance parmi les préoccupations du public

Il y a peu encore, les citoyens de démocraties ne connaissaient que mal les rouages quotidiens de leurs gouvernements [__ 6](#)

Planifier l'avenir : Helsinki

+40 Des ministres des affaires étrangères commentent la décision d'accomplir de réels progrès dans la construction d'une communauté de sécurité d'ici 2015 [__ 8](#)

Aujourd'hui, nous

sommes 57 Entretien avec Luvsanvandan

Bold, le Ministre des affaires étrangères de la Mongolie, le plus récent des États participants de l'OSCE [__ 12](#)

Témoignages

Helsinki +2 "J'étais en Yougoslavie en qualité de Chef de cabinet du Sous-Secrétaire aux affaires politiques, lorsque la première Réunion de suivi de la CSCE s'est tenue à Belgrade, en 1977." [__ 14](#)

Entretien

L'Ukraine fixe le cap pour

2013 Entretien avec le Ministre ukrainien des affaires étrangères, Président en exercice de l'OSCE [__ 16](#)

Introduction à l'Ukraine

L'Ukraine est le plus grand pays dont les frontières se situent entièrement en Europe [__ 18](#)



Track II

C'est un processus ; De l'importance de la sécurité euro-atlantique; Concilier des attentes? [__ 24](#)

Hors des sentiers battus

Les femmes et le maintien de la paix : comment survivre et réussir. Quelles sont les valeurs et les compétences interpersonnelles vraiment importantes qu'une femme doit posséder pour travailler dans un environnement de conflit? [__ 26](#)



Jalons

20 ans de Haut Commissaire pour les minorités nationales Une institution novatrice qui n'a rien perdu de sa valeur L'approche du Haut Commissaire pour les minorités nationales en tant qu'instrument de prévention des conflits au stade le plus précoce est toujours aussi pertinente que par le passé [__ 31](#)

Diplomatie discrète, non silencieuse Entretien avec Knut Vollebaek, Haut Commissaire pour les minorités nationales [__ 34](#)

Du terrain

Moldavie: La force de la diversité, une chance de pouvoir communiquer; Serbie: la police ouvre les portes [__ 39](#)

C'est mon histoire

Rencontre entre une spécialiste des fusées et une Viking danoise le Centre danois pour l'égalité des sexes et la diversité met depuis 2002 en contact des réfugiées et immigrées avec des femmes actives sur le marché du travail [__ 43](#)



Notre sélection

Prix BBC du livre décerné à la littérature ukrainienne ; Plat national ukrainien: le borchtch ; Publications récentes de l'OSCE ; À paraître prochainement: témoignages oraux sur l'histoire de la CSCE [__ 46](#)



La belle ville de Dublin accueille le Conseil ministériel de l'OSCE

La dix-neuvième Réunion du Conseil ministériel de l'OSCE s'est tenue à Dublin les 6 et 7 décembre 2012. Plus de 50 ministres et 1 400 délégués y ont participé.

Décisions

No. 1/12 Présidences consécutives de l'OSCE en 2014 [Suisse] et 2015 [Serbie]

No. 2/12 Adhésion de la Mongolie à l'OSCE

No. 3/12 Le Processus Helsinki +40 de l'OSCE

No. 4/12 Efforts déployés par l'OSCE pour faire face aux menaces transnationales

No. 5/12 Dates et lieu de la prochaine réunion du Conseil ministériel de l'OSCE [Kiev, 5 et 6 décembre 2013]

Déclaration sur le renforcement de la bonne gouvernance et sur la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Déclaration sur les négociations relatives au processus de règlement transnistrien au format "5+2"

Les décisions, documents et déclarations du Conseil ministériel peuvent être consultés à l'adresse: http://www.osce.org/event/mc_2012.



Photo OSCE/Jonathan Perfect

Transnistrie: donner le tempo

Pour la première fois en dix ans, dans une déclaration saluant la tenue de cinq réunions officielles en 2012 et faisant part de leur satisfaction au sujet de la reprise des activités des groupes de travail d'experts et des contacts directs entre les parties, les États participants ont été en mesure de s'exprimer d'une seule voix s'agissant des négociations visant à régler le conflit entre la Moldavie et la région transnistrienne séparatiste.

La fois précédente, c'était à la Réunion du Conseil ministériel à Porto en 2002 et, dans cette

déclaration, le ton était beaucoup plus sombre: "Nous sommes vivement préoccupés par l'absence de progrès réalisés en 2002 dans la négociation d'un règlement politique global du problème de la Transnistrie en dépit des efforts faits par la République de Moldavie et les médiateurs de l'OSCE, la Fédération de Russie et l'Ukraine."

Les perspectives d'un règlement de ce conflit qui couve sans solution depuis l'éclatement de l'Union soviétique il y a de cela deux décennies se sont aggravées avant de s'améliorer. Il y a eu une interruption d'environ six années avant que les négociations ne

reprennent fin 2011, dans le format actuel à "5+2", les deux parties étant rejointes par l'OSCE, la Fédération de Russie et l'Ukraine en qualité de médiateurs et par l'Union européenne et les États-Unis en tant qu'observateurs.

Cela étant, de nombreuses questions délicates doivent encore être réglées. Les progrès dont il est fait état ne vont pas au-delà de l'adoption de principes de procédure et d'un ordre du jour.

L'Ukraine, en sa qualité de présidente de l'OSCE en 2013 et de médiatrice, a fait du règlement du conflit transnistrien une de ses premières priorités. "Nous devons

redynamiser les négociations dans le cadre des formats existants et éviter toute escalade des tensions. La résolution des conflits prolongés doit rester la priorité des priorités pour l'OSCE et tous ses États participants", a déclaré le Ministre des affaires étrangères, Leonid Kozhara, lors de sa prise de fonctions le 1er janvier. Son premier déplacement le mènera en Moldavie, les 21 et 22 janvier. Le message qu'il adressera aux dirigeants sera de redoubler d'efforts en vue de progresser dans les négociations vers un règlement. La prochaine réunion "5+2" est prévue en février, à Lviv, en Ukraine.



Photo OSCE/Dan Dennison

Menaces sans frontières

Cybercriminalité, terrorisme, traite des êtres humains: les plus grandes menaces pour notre sécurité sont aujourd'hui transnationales. À Dublin, les ministres des affaires étrangères ont adopté un ensemble de quatre décisions du Conseil permanent portant sur les domaines suivants:

Cybersécurité

Dans le souci de réduire le risque

d'un conflit découlant de l'utilisation des TIC, un groupe de travail a été créé, qui continuera en 2013 à élaborer des mesures de confiance pertinentes.

Lutte contre le problème mondial des drogues

Un cadre politique a été adopté pour lutter contre le commerce illicite des drogues et le détournement des précurseurs chimiques. L'OSCE coopèrera

avec ses partenaires en échangeant des informations avec eux et en facilitant l'interaction transfrontière entre organismes nationaux.

Appui aux services de détection et de répression

L'OSCE a adopté un cadre stratégique pour ses activités relatives à la police, y compris la réforme de la police et la lutte contre la criminalité organisée. Toutes les

activités entreprises viseront à promouvoir les principes de la police démocratique. (Voir le n° 4/2012 du Magazine de l'OSCE)

Lutte contre le terrorisme

Un nouveau cadre consolidé pour la lutte contre le terrorisme définit comment les avantages comparatifs de l'Organisation, en particulier son approche globale et coopérative de la sécurité, devraient être exploités.



Illustration Paul Jackson

La bonne gouvernance parmi les préoccupations du public

Nina Lindroos-Kopolo et Ursula Froese

Il y a peu encore, les citoyens de démocraties ne connaissaient que mal les rouages quotidiens de leurs gouvernements. En règle générale, ils allaient voter une fois tous les trois ou quatre ans et laissaient ensuite à leurs représentants élus le soin de gérer leurs affaires. De temps à autre, un scandale éclatait, au sujet de l'attribution d'un marché public, du financement d'un parti politique, ou de l'influence induite d'un groupe d'intérêt, mais ces affaires ne faisaient pas régulièrement l'objet d'un examen public attentif.

À l'ère des flux d'informations sous forme électronique, la situation évolue rapidement. Le lancement, il y a trois ans, par l'administration du Président des États-Unis d'Amérique, Barack Obama, du site Web Data.gov, rendant ainsi des milliers de fichiers gouvernementaux accessibles au public, a constitué une

mesure révolutionnaire. Aujourd'hui, de très nombreuses administrations nationales, provinciales et municipales ont créé des sites similaires. De mieux en mieux informés, les citoyens sont plus attentifs à la façon dont est géré l'argent de leurs impôts. De plus, la tolérance publique de la corruption baisse. Les responsables politiques savent que le mécontentement public peut s'étendre comme une trainée de poudre par l'intermédiaire des médias sociaux. On assiste à l'éclosion d'une nouvelle perception de l'importance de l'intégrité éthique dans la fonction publique, d'institutions responsables et d'une utilisation efficace des ressources publiques. La bonne gouvernance figure désormais fermement parmi les préoccupations du public.

La promotion de la sécurité et de la stabilité grâce à la bonne gouvernance

était l'une des priorités de la Présidence irlandaise de l'OSCE de 2012. Les réunions d'experts et politiques ont montré que s'il existait certes des documents directifs, des normes et des engagements internationaux – tels que la Convention des Nations Unies contre la corruption et les Recommandations du Groupe d'action financière (GAFI) sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme – les efforts visant à les appliquer s'embourbaient fréquemment dans la complexité et prenaient du temps à être concrétisés. L'appel à faire preuve d'une volonté politique plus forte en faveur de leur mise en œuvre effective était donc un refrain commun.

Les Ministres des affaires étrangères de l'OSCE ont répondu à cet appel lors de la Réunion du Conseil ministériel de Dublin en adoptant la Déclaration sur le renforcement de la bonne gouvernance et sur la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Dans cette Déclaration, adoptée lors d'une réunion au cours de laquelle les États n'ont par ailleurs pas été en mesure de parvenir à un consensus sur

des questions liées aux droits de l'homme, il est affirmé que la bonne gouvernance concerne dans la même mesure la sécurité politique, économique et humaine. Il y est affirmé qu'une bonne gouvernance publique et une bonne gouvernance d'entreprise sont les pierres angulaires d'une économie saine, qui peuvent permettre aux États de réduire la pauvreté et l'inégalité, ainsi que d'accroître l'intégration sociale et les chances pour tous.

Nouvelles possibilités de soutien

Ce document détaillé, long de six pages, première déclaration politique globale de ce type adoptée par l'Organisation, offre au Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE de nombreuses nouvelles possibilités d'aider les États à renforcer la bonne gouvernance tant dans les secteurs public que privé.

L'intégrité, l'état de droit, des normes éthiques et des codes de conduite stricts, ainsi que l'ouverture et la transparence dans la gestion des institutions publiques et des gouvernements, sont promus dans le document. L'importance d'adopter et de faire appliquer des lois et autres mesures de lutte contre la corruption en prévoyant, par exemple, de criminaliser les actes de corruption d'agents publics nationaux et étrangers y est reconnue. Y est également reconnue l'importance d'adopter des processus de passation de marchés publics ouverts et non discriminatoires, en tenant compte de ressources telles que la Loi type sur la passation des marchés de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les partenariats multipartites, tels que l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et l'Initiative pour la transparence dans le secteur de la construction (CoST), y sont mentionnés en particulier.

Dans cette Déclaration, les membres du Conseil ministériel de l'OSCE se sont déclarés favorable à l'introduction de mesures de protection contre la corruption et de surveillance en la matière. La promesse de prendre des mesures pour assurer une protection efficace des dénonciateurs et de leurs proches représente, par exemple, une avancée importante compte tenu du fait que, à quelques exceptions près, la

plupart des États participants de l'OSCE n'ont pas adopté de dispositions juridiques adéquates pour protéger ceux et celles qui osent se manifester et dénoncer les pratiques de corruption dans les secteurs public ou privé.

La nécessité d'une participation pleine et égale des femmes à la contribution aux politiques et aux activités liées à la bonne gouvernance y a fait l'objet d'une reconnaissance particulière.

Pour la première fois dans un document de l'OSCE, il est fait mention explicitement de la promotion du recouvrement et de la restitution efficace des avoirs volés, ainsi que des moyens d'éviter que les produits de la corruption ne trouvent refuge dans les pays de l'OSCE, un domaine dans lequel il est devenu urgent d'agir au lendemain du Printemps arabe. Dans la Déclaration, le Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales est encouragé à soutenir les États participants dans leurs initiatives visant à recouvrer des avoirs à l'échelle internationale, en coopération avec l'Initiative sur le recouvrement des avoirs volés (StAR) et le Centre international pour le recouvrement des avoirs (ICAR).

Le Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales s'y voit aussi clairement confier la mission de continuer d'apporter son concours aux gouvernements dans leurs efforts de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Dans cette Déclaration, l'importance de l'indépendance du pouvoir judiciaire a également été reconnue, un domaine dans lequel le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE et de nombreuses opérations de terrain de l'Organisation œuvrent activement, ouvrant ainsi la porte à une future coopération entre différentes parties de l'OSCE.

Inclusion de la société civile et des milieux d'affaires

Un aspect capital de la Déclaration réside dans le fait que l'OSCE y est encouragée à renforcer son dialogue avec la société civile en soutien à la bonne gouvernance et que la nécessité pour les États d'associer leurs sociétés civiles à la mise en œuvre

de leurs engagements internationaux et nationaux en matière de lutte contre la corruption y est reconnue. Cet aspect est important car la participation de la société civile à l'examen de la mise en œuvre des mesures de bonne gouvernance constituait jusqu'à présent un point de désaccord. Le Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales est chargé d'explorer les possibilités de coopération avec le Partenariat pour un gouvernement transparent, une coalition mondiale entre gouvernements et société civile attachée à la bonne gouvernance qui a été lancée en 2011. Il est également reconnu dans la Déclaration que l'accès à l'information permet à la société civile – et aux médias – de contribuer à prévenir et combattre la corruption.

Sans doute plus important encore, l'importance de coopérer avec le secteur privé en faveur d'un environnement économique équitable et transparent est reconnue dans la Déclaration. Si les membres de la société civile sont fréquemment des victimes de la corruption, des membres du secteur privé peuvent en être les auteurs. Donner aux milieux d'affaires un sentiment d'appropriation des politiques de transparence peut contribuer pour beaucoup à les rendre effectives.

Parvenir à se mettre d'accord au sujet de la Déclaration sur le renforcement de la bonne gouvernance n'a pas été chose aisée. Certaines de ses dispositions sont le résultat de semaines et de mois de négociation et de persuasion. Comme tous les documents de l'OSCE, son adoption a nécessité un consensus entre les 57 États participants, ce qui lui donne d'autant plus de poids en tant qu'expression d'une volonté politique au plus haut niveau. Elle rend plus ferme la main des citoyens tandis que ceux-ci demandent des comptes à leurs gouvernements, et elle renforce le mandat de l'OSCE à encourager ses États participants à gouverner de manière ouverte, équitable et respectueuse des intérêts de leurs citoyens.

—
Nina Lindroos-Kopolo est économiste principale auprès du Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales au Secrétariat de l'OSCE à Vienne. Ursula Froese est rédactrice en chef de Communauté de sécurité.

Planifier l'avenir: Helsinki +40

Pour une organisation qui s'occupe de questions de sécurité, l'OSCE s'est montrée particulièrement déficiente à assurer son propre avenir. Bien qu'elle soit plus institutionnalisée aujourd'hui qu'au cours des décennies qui ont suivi la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki, lorsqu'elle n'était qu'une série de réunions de suivi, son existence demeure chroniquement précaire. Ses opérations de terrain peuvent être dissoutes au bout d'un an ou d'un mois; à maintes reprises, le budget annuel n'a pas été approuvé avant le printemps. Des doutes récurrents concernant sa mission et sa raison-d'être, revers de la médaille de sa souplesse tant vantée, sont presque une marque de fabrique, conduisant des vétérans comme l'Ambassadeur Wilhelm Höynck, qui a été le premier Secrétaire général, à les considérer avec sérénité. M. Höynck a récemment reçu la médaille de l'OSCE, pour services éminents rendus à l'Organisation, des mains de l'actuel Secrétaire général, M. Lamberto Zannier.

“Les sentiments de crise ne sont pas des incidents extraordinaires au sein de l'OSCE. Ils peuvent être qualifiés de défaut génétique, qui doit être traité, mais qui n'engage pas le pronostic vital”, a-t-il déclaré devant le Conseil permanent, le 20 décembre, après avoir reçu sa distinction.

C'est dans ce contexte que la décision du Conseil ministériel relative à Helsinki +40 prend toute son importance. Pour la première fois, les États participants sont convenus d'élaborer des plans, sur trois ans, encouragés par le fait que trois présidences successives ont été fixées, à savoir l'ukrainienne, la suisse et la serbe.

“Helsinki +40 est un coup de semonce pour l'OSCE. Chacune des présidences successives est appelée à apporter une contribution particulière en fonction de sa situation géopolitique spécifique. Cela demandera un certain courage et un effort concerté afin de mobiliser le soutien d'acteurs clés à l'intérieur comme à l'extérieur de l'OSCE”, a déclaré M. Höynck aux délégués.

Helsinki +40 est une déclaration d'intention. Les États participants sont convenus d'œuvrer de concert pour progresser réellement dans la réalisation d'une communauté de sécurité d'ici 2015, année du quarantième anniversaire de la conférence fondatrice de la CSCE à Helsinki. En vertu de cette décision, il est prévu de créer un groupe de travail et d'établir un ordre du jour. La teneur de cet ordre du jour reste cependant à déterminer. Les observations ci-après, formulées par des ministres des affaires étrangères à la Réunion ministérielle de Dublin, donnent quelques indications.

Photo OSCE/Curtis Budden



S. E. M. Wilhelm Höynck, recevant la médaille de l'OSCE, Vienne, 20 décembre 2012. Autres récipiendaires de la médaille: S. E. Paraschiva Badescu, S. E. Rt. Hon. Bruce Thomas George et Mme Anne-Marie Ghebali, qui l'a reçue au nom de son défunt mari, Jean-Yves Ghebali.



Sergueï Lavrov

Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie

Corriger les déséquilibres

La Russie considère que Helsinki +40 est une initiative importante, dont la finalité devrait être un processus de renouvellement de l'OSCE en élaborant une vision stratégique de ses activités d'ici son quarantième anniversaire en 2015.

Pour nous, ce processus passe avant tout par la réforme de l'Organisation, destinée à corriger les déséquilibres et les traitements inégaux, qui, malheureusement, sont devenus ses caractéristiques. Il est inacceptable que l'OSCE concentre près de trois quarts de ses activités sur sa dimension humaine et que l'ensemble de ses opérations de terrain et de ses projets soient menés dans les Balkans et sur le territoire de l'ex-Union soviétique.

Dans le même temps, l'OSCE devrait rétablir son rôle d'enceinte de dialogue entre États sur la base de droits égaux et du respect mutuel aux fins d'examiner les questions de sécurité et de coopération les plus importantes et de prendre des décisions à cet égard.

En d'autres termes, le processus Helsinki +40 sera un succès si l'OSCE se concentre sur la réalisation des objectifs prioritaires ci-après d'ici 2015. Elle devrait devenir une organisation internationale à part entière dotée d'une charte juridiquement contraignante. Elle devrait garantir la sécurité grâce au respect, par tous les États participants, du principe de l'indivisibilité de la sécurité. Elle devrait faciliter la coopération en supprimant les restrictions et les barrières. Et enfin, elle devrait porter son attention sur la situation en Europe. Une fois cela fait, l'OSCE serait en mesure de prendre sa place légitime dans le système des coordonnées internationales et de contribuer à la compréhension mutuelle entre États.



Ivan Mrkić

Ministre serbe des affaires étrangères

Tirer parti des atouts

En tant que futur président en exercice, la

décision sur Helsinki +40 est, pour moi, notre réalisation la plus importante à Dublin. Elle met en place un processus pour guider nos activités jusqu'en 2015, année du quarantième anniversaire de l'Acte final de Helsinki. En coopération avec l'Ukraine et la Suisse, la Serbie est prête à tout faire pour assurer le succès de ce processus.

L'OSCE a des atouts particuliers, qui doivent être exploités de la meilleure manière possible. Permettez-moi d'en citer quelques-uns parmi les plus importants: sa capacité d'engager tous les États participants dans un dialogue, ainsi que sa globalité, son ouverture et sa souplesse. En ce moment, il est des plus importants que l'OSCE demeure suffisamment souple pour faire face aux nouvelles menaces et aux nouveaux défis, afin de construire une région euro atlantique et eurasiennne plus pacifique et prospère pour le XXI^e siècle. Cela étant, il est également indispensable, pour aller de l'avant, d'améliorer la confiance entre les États participants, de dissiper les idées erronées fondées parfois sur le manque de confiance et de générer la volonté politique nécessaire, ce qui renforcera encore nos efforts visant à faire face aux problèmes qui se posent dans tout l'espace de l'OSCE.



Catherine Ashton

Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/Vice-Présidente de la Commission.

Pas de marche arrière

La décision du Conseil ministériel présentant les travaux portant sur l'avenir de l'Organisation, notamment ses buts et ses tâches au cours de la période conduisant au quarantième anniversaire, en 2015, de la signature de l'Acte final de Helsinki mérite d'être mise en avant. Je souhaite voir des progrès dans toutes les dimensions de l'action de l'OSCE. L'Organisation devrait s'appuyer sur les engagements existants et le travail déjà accompli, en s'employant à les consolider encore. Faire marche arrière en ce qui concerne les engagements existants n'est pas acceptable. Les efforts déployés par tous les États participants pour tenter de surmonter les divisions – dans l'intérêt à long terme des citoyens – sont une constante de notre coopération.

L'OSCE devrait continuer de jouer un rôle

important dans l'architecture européenne de sécurité sur la base de son concept de sécurité globale et des principes et engagements énoncés dans l'Acte final de Helsinki et la Charte de Paris. Elle devrait continuer d'utiliser au mieux ses opérations de terrain et ses institutions autonomes, qui apportent leur soutien aux États participants dans la mise en pratique de leurs engagements. Ce sont des atouts précieux qu'aucune autre organisation ne possède.

Comme toute autre organisation internationale, l'OSCE doit être en mesure de s'adapter à l'environnement de sécurité changeant et aux nouveaux défis. L'OSCE pourrait jouer un rôle actif dans l'élaboration de mesures de confiance dans le domaine de la cybersécurité et pourrait également adapter ses engagements dans celui de la liberté d'expression pour couvrir les médias numériques. Après plus de 40 ans d'existence en tant qu'organisation, il serait bon d'examiner comment en accroître encore l'efficacité, notamment pour ce qui est de ses processus budgétaires.



Igor Lukšić

*Vice-Premier Ministre et
Ministre des affaires étrangères du Monténégro*

Émerger d'un passé turbulent

La guerre froide et les divisions qu'elle a entraînées font partie du passé et, dans les années à venir, notre Organisation a la possibilité de réévaluer et de reconformer ses engagements dans les trois dimensions, de valider son concept de sécurité globale et de trouver un moyen d'améliorer la coopération et de rétablir la confiance afin de mieux s'adapter aux défis et à l'environnement actuels. Nous devons, par exemple, faire face à de nouvelles menaces pour la sécurité, telles que le terrorisme, la criminalité organisée et le trafic illicite. Les dispositions du Document de Vienne doivent être adaptées à la situation actuelle. Les défis suscités par les avancées technologiques, comme l'Internet, doivent aussi être relevés de manière appropriée. Notre Organisation dispose des outils et des mécanismes nécessaires; il nous faut simplement les exploiter pleinement.

Le Monténégro souscrit sans réserve à la vision, énoncée dans la Déclaration d'Astana,

d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasienne libre, démocratique et indivisible dans l'espace de l'OSCE. Nous sommes tous confrontés aux mêmes menaces et aux mêmes défis, mais nous partageons également des valeurs et des objectifs communs, à savoir de promouvoir la confiance, la sécurité, la stabilité, la prospérité économique, ainsi que les droits et les libertés de l'homme. Nous soutenons et apprécions les efforts déployés à cette fin par la Présidence irlandaise dans le cadre de l'initiative Helsinki +40 de même que les efforts déployés précédemment par les présidences grecque et lituanienne dans le cadre du Processus de Corfou et du dialogue de V à V.

En tant que petit pays d'une région ayant eu un passé turbulent, le Monténégro est particulièrement favorable à l'idée d'un espace s'étendant de Vancouver à Vladivostok, qui soit exempt de lignes de division et de conflits et dans lequel l'usage de la force est impensable. Nous sommes convaincus que, dans les années à venir avant de célébrer les quarante ans depuis la signature de l'Acte final de Helsinki, les futures présidences ukrainienne, suisse et serbe peuvent conjuguer leurs efforts afin de rapprocher cette vision de la réalité. Le Monténégro, dans la limite de ses capacités, est prêt à contribuer à cette tâche au mieux de ses moyens.



Erlan Idrissov

Ministre des affaires étrangères de la République du Kazakhstan

Faire pousser le noyau de la confiance

Nous avons eu, lors du déjeuner, une discussion informelle sur Helsinki +40. J'ai ramené tous les convives près de 40 ans en arrière, à Helsinki en 1975. Le monde était totalement différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. On en était aux premiers balbutiements de la culture de la détente, avec l'arrivée au pouvoir de Brezhnev, qui souhaitait faire la paix avec l'Occident. C'est à ce moment-là que sont nés la culture et l'esprit de Helsinki. C'était un marché, conclu entre deux cultures opposées, l'Ouest et l'Est. La ligne de division était très profonde, très visible et perçue par tous. Il n'y avait aucune confiance. Ces dirigeants ont eu le courage

de commencer à se parler et de convenir de tenter d'instaurer un peu de confiance. Le concept des mesures de confiance militaires est apparu. Tout tournait autour des frontières en Europe, les frontières d'après-guerre et le principe de la reconnaissance de ces frontières; c'était la pierre de soutènement de cette ligne de division.

Ensuite, j'ai ramené mes collègues 20 ans plus tard, au milieu des années 1990. Le monde de 1975 n'existait plus, mais il subsistait dans les mentalités. Les gens continuaient à penser selon les vieux schémas. L'Organisation a tenté de poursuivre ses activités conformément aux principes qu'elle avait établi en 1975, mais aucune avancée majeure ne s'est produite en termes de véritable renforcement de la confiance.

Aujourd'hui, 20 années de plus se sont écoulées et près de 40 depuis 1975. Alors, dressons un bilan: Qu'est-ce qui a changé dans la géopolitique, dans l'esprit des gens? Nous avons la relégation complète de l'Union soviétique et de sa culture dans le passé et il n'y a pas de retour en arrière. Mais surtout, on constate également une évolution des mentalités, de la manière dont nous percevons notre monde, nos menaces. Tout le monde a changé de part et d'autre. Nous sommes devenus beaucoup plus matures. L'Occident a changé. La situation économique mondiale a changé. Un effort notable est fait pour se parler. La culture du dialogue est beaucoup plus forte aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 20 ou 40 ans. Mais il reste un problème de confiance.

Le message que nous avons essayé de transmettre lors du Sommet d'Astana en 2010 et dont la Déclaration commémorative d'Astana se fait l'écho est le suivant: essayons de tenir compte de la nouvelle réalité géopolitique et de considérer l'Eurasie comme un nouvel espace de sécurité. Jusqu'à présent, toute la structure de sécurité de l'OSCE reposait sur les relations euro-atlantiques, qui étaient une sorte de réplique de la division Est-Ouest. Notre message à Astana était le suivant: Tous – les États-Unis, la Russie et les autres membres de l'OSCE – ont des intérêts en Eurasie. Considérons donc le facteur Eurasie comme une nouvelle réalité et essayons de renforcer la confiance dans cette partie du monde. En substance, c'est ce que nous entendons par processus d'Astana. C'est un processus particulièrement ardu, aussi ardu que d'instaurer la démocratie, car il s'agit de

changer la culture des gens, de changer les mentalités.

Nous avons soutenu le processus Helsinki +40, car il renferme un noyau très important et une réelle opportunité de faire pousser cette semence. L'année 2015 n'est certes pas si éloignée, mais n'est pas trop proche non plus. Il nous reste trois ans et nous disposons de ce document cadre. Il aurait pu être, bien entendu, beaucoup plus substantiel, mais c'est un document de compromis. Tous les documents multilatéraux issus de compromis sont hideux en substance! Mais, cela étant, il s'agit d'un cadre approuvé d'un commun accord. Nous espérons que Helsinki +40 prévaudra. Notre intérêt est évidemment de voir l'esprit d'Astana y persister.

L'OSCE s'appuie sur des principes importants et sur le respect des trois dimensions de la sécurité. Personne ne remet ces principes en question. Le débat porte sur la manière de les appliquer. Sont-ils bien équilibrés? C'est important. Nous ne souhaitons certainement pas voir disparaître cette édification d'une culture de la confiance. C'est un exercice très important. Nous souhaitons voir l'OSCE revenir, dotée d'un nouveau visage magnifique, suscitant la confiance auprès de tous, au nord, au sud, à l'est et à l'ouest.

Aujourd'hui, nous sommes 57

À la Réunion du Conseil ministériel de Dublin, les Ministres des affaires étrangères ont souhaité la bienvenue à Luvsanvandan Bold, le Ministre des affaires étrangères de la Mongolie, leur 57^e État membre. Il s'est entretenu avec Ursula Froese, la rédactrice en chef de Communauté de sécurité.

Ursula Froese: Pourquoi la Mongolie a-t-elle adhéré à l'OSCE?

Le Ministre Luvsanvandan Bold: La Mongolie a traversé, ces 22 dernières années, une période de profonde transition, d'une dictature communiste à une démocratie dynamique. Avec comme voisins deux vastes pays, l'une des caractéristiques de notre politique étrangère du "troisième voisin" consiste en une participation plus active aux affaires internationales. Pour la Mongolie, un pays eurasiatique, rejoindre l'Organisation, d'abord en tant que partenaire engagé et aujourd'hui comme État participant à part entière, est donc très important pour promouvoir nos objectifs de politique étrangère et contribuer aux efforts collectifs visant à s'acquitter des nobles objectifs de l'OSCE et à respecter ses principes.

La position géopolitique de la Mongolie l'empêche de faire partie d'un mécanisme régional de sécurité existant. En outre, l'Asie de l'Est, et l'Asie en général, ne disposent pas de mécanisme multilatéral traitant spécifiquement des questions de sécurité. Alors que l'interdépendance entre États s'accroît, la notion de sécurité évolue en dépassant les questions traditionnelles de sécurité et de défense pour englober des thèmes plus complexes et interdépendants tels que le développement économique, les questions d'environnement, les questions de sécurité humaine et les technologies de l'information. La Mongolie voit en l'OSCE une enceinte importante pour une coopération mutuellement bénéfique dans ces domaines.

L'OSCE est une organisation régionale dont les membres proviennent de Vancouver à Vladivostok. Notre adhésion nous offrira donc une plateforme pour consolider la politique étrangère à plusieurs piliers de la Mongolie et créera des possibilités de coopérer avec les États participants sur des questions de sécurité, ainsi que d'échanger des informations et des données d'expérience et de dialoguer régulièrement avec eux.

Que pourra apporter la Mongolie à l'OSCE?

Cette Organisation est fondée sur des valeurs et des intérêts communs, sur la volonté de nations de se développer démocratiquement et librement. La Mongolie peut servir d'exemple important de transition, d'établissement d'un ordre démocratique, de développement d'une économie de marché, de promotion de la liberté de la presse et du renforcement de l'état de droit. Cela pourrait faire partie des contributions que la Mongolie peut apporter à l'OSCE. Je n'exclus pas des contributions plus spécifiques dans l'une quelconque des trois dimensions, à mesure que nous étoffons nos relations avec l'OSCE, ses États participants et ses partenaires pour la coopération.

Aujourd'hui, la coopération transatlantique de l'OSCE a été étendue à la région eurasiatique élargie. Maintenir la sécurité dans cette région est très important pour faire en sorte que le monde continue d'être un lieu pacifique et sûr pour tous. Ici, nous pouvons partager nos idées et notre expérience.

En outre, la Mongolie pourrait devenir une passerelle reliant physiquement l'Europe et l'Asie de l'Est, la route terrestre la plus courte entre l'Europe et l'Asie de l'Est passant par la Mongolie. Par conséquent, nous considérons que l'amélioration de l'efficacité des routes de transport pourrait être un domaine de coopération mutuellement bénéfique.

La Mongolie participera activement au travail de l'Organisation. Lors de la visite que la délégation de l'OSCE a effectuée en Mongolie en

Photo OSCE/Dan Dennison

juin dernier, le Secrétaire général Lamberto Zannier avait fait remarquer que la Mongolie avait sa propre dimension de sécurité et insisté sur la contribution que mon pays était susceptible d'apporter en mettant en œuvre les décisions de l'OSCE, notamment celles prises en soutien à l'Afghanistan. Un autre domaine de coopération potentielle que le Secrétaire général avait mentionné était celui de l'environnement.

Si la Mongolie a beaucoup à apprendre de l'OSCE et de ses États participants, nous serions disposés, pour notre part, à partager notre expérience avec eux, notamment en matière de promotion des réformes démocratiques et d'éducation démocratique.

Quelle est votre vision d'une communauté de sécurité?

Nous vivons aujourd'hui dans un monde dans lequel les valeurs communes, la coopération et le développement définissent le sort de régions et de nations. C'est la voie de l'avenir. Chaque nation, chaque région et chaque organisation internationale s'ouvre, formule des idées nouvelles et fixe de nouveaux objectifs pour relever efficacement les défis communs. Dans notre monde actuel, l'objectif principal est d'offrir une vie meilleure aux citoyens ordinaires. Il ne s'agit pas tant d'armes ni de pouvoir politique ou de coalitions, mais d'assurer une vie décente pour tous. C'est dans ce domaine que notre communauté de sécurité

devrait obtenir des résultats tangibles.

Quels ont été, pour vous, les moments forts du Conseil ministériel de Dublin?

D'abord et avant tout, je citerai l'adhésion de la Mongolie à l'OSCE, qui souligne l'importance de l'Organisation au XXI^e siècle. Avoir entendu 56 intervenants qui ont pris la parole avant moi nous féliciter et nous adresser leurs meilleurs vœux – cela a été, bien entendu, un moment fort.

Un autre moment fort du Conseil ministériel de Dublin a été la décision de lancer le processus "Helsinki +40". Il servira de feuille de route à l'Organisation pour les trois années à venir, afin de la revitaliser, de la rendre plus effective et efficace et de continuer de promouvoir la vision d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasiennne libre, démocratique et indivisible.

L'adoption d'une déclaration sur le renforcement de la bonne gouvernance, d'une décision sur les menaces transnationales et d'une déclaration sur le processus de règlement transnistrrien a également revêtu de l'importance.

Ce qui m'a impressionné ici, c'est l'esprit de coopération en faveur d'un avenir commun. Cela prouve qu'il y a un changement, une évolution, et nous sommes vraiment heureux d'avoir adhéré à l'Organisation à ce stade et que nous puissions lui apporter notre vision de l'avenir de notre monde. Nous ferons de notre mieux!

Vue sur les monts Otgontenger, dans la province mongole de Zavkhan



Helsinki +2

Ambassadeur Neven Madey

Alors que je suis sur le point de quitter Vienne, ou j'étais Représentant permanent auprès de l'OSCE, je peux affirmer avec fierté que j'ai travaillé dans quasiment toutes les organisations multilatérales, en commençant par l'ONU à New York, puis à Genève, le Conseil de l'Europe et, finalement, l'OSCE. En tant que multilatéraliste convaincu, je suis profondément attaché à ces organisations et à leurs valeurs, mais je suis aussi réaliste pour ce qui des résultats auxquels elles peuvent parvenir, ce qui est, cela va de soi, fonction de ce que les pays membres ou les États participants sont prêts à investir.

J'étais en Yougoslavie, en qualité de Chef de cabinet du Sous-Secrétaire aux affaires politiques, lorsque la première Réunion de suivi de la CSCE s'est tenue à Belgrade, en 1977. La Yougoslavie, pays hôte, a assuré les services nécessaires à la réunion: elle a fourni un secrétaire général et nous, les diplomates, siégeons au sein des commissions. Pour ma part, j'avais été affecté à la plénière. Ces réunions se sont déroulées dans un cadre splendide, le Centre Sava, qui disposait d'excellentes installations pour les États participants et avait été spécialement construit pour l'occasion, mais cela n'a pas pu compenser la déception et la frustration que j'y avais ressenties.

Les tensions et les divisions politiques qui avaient persisté après la conférence à Helsinki étaient très présentes – il y avait l'Est, l'Ouest, et les pays neutres et non alignés – et il n'était par conséquent pas facile de progresser sur quelque question que ce soit, dans la sphère politique et encore moins pour ce qui était des droits de l'homme. Il incombait donc aux pays non alignés et neutres de combler les divergences et de présenter des idées sur les moyens de promouvoir la sécurité et la stabilité. La Yougoslavie était sans doute le membre le plus influent de ce groupe. Elle travaillait avec Chypre et Malte et les pays neutres comme l'Autriche et la Suisse.

Je me rappelle que les pays étaient représentés par des ambassadeurs chevronnés et avisés, tout à fait capables de défendre leur pays, mais aussi de chercher diverses possibilités de réduire les tensions et les difficultés. Celles-ci étaient cependant considérables et, bien entendu, il existait également un risque de confrontation militaire. Ils étaient éloquentes, très convaincants, mais pas suffisamment pour convaincre l'autre partie d'aller de l'avant.

Compte tenu de ces difficultés, la majeure partie du travail a été effectuée dans divers groupes informels. La plénière était l'instance à qui il incombait de confirmer les décisions qui avaient été prises ou les débats qui avaient eu lieu au sein des commissions. Mais, en fait, il n'y avait rien à examiner. Au cours de ces deux mois, nous n'avons donc eu qu'une ou deux réunions qui ont duré environ cinq minutes. J'étais, pour ma part, tellement déçu que, après deux ou trois mois, je ne souhaitais plus rester assis sans rien faire au Centre Sava et je suis retourné à mes fonctions habituelles au Ministère.

Ce n'est qu'après cinq mois de travail quotidien assidu que les délégués ont été en mesure de s'accorder sur un texte très modeste. Ils décidèrent de poursuivre le processus et de se rencontrer de nouveau à Madrid dans quelques années. La deuxième Réunion de suivi, à Madrid, n'a pas permis du tout de parvenir à un accord.

La situation est complètement différente aujourd'hui, mais si l'on examine le travail concret que nous faisons, les frustrations que nous avons ressenties et les difficultés que nous avons rencontrées dans le cadre des préparatifs de la Réunion ministérielle de Dublin, il est peut être utile de faire des comparaisons avec cette réunion de Belgrade, au cours de laquelle nous avons débattu pendant près de cinq mois sans nous mettre d'accord sur plus qu'un texte destiné à sauver la face, mais qui, rétrospectivement, a constitué une étape sur le chemin que cette organisation a parcouru.

Ma conclusion est que nous devons être fiers de ce que nous avons accompli en moins de quatre décennies et qu'il faut considérer la valeur de cette organisation en tenant compte de la situation à ses débuts et des avantages qu'elle a apporté aux pays de l'espace s'étendant de Vancouver à Vladivostok. Une organisation sans problèmes n'existe pas et trouver les moyens de composer avec les désidératas de chacun, en particulier lorsque le consensus est la règle, est une gageure.

J'espère que, lorsque nous évaluerons nos succès et nos échecs à la Réunion du Conseil ministériel de Dublin, nous les verrons sous l'angle de ce qu'ils signifient pour notre travail futur, de la possibilité de combler les divergences et de donner du corps à cette vision d'une communauté de sécurité, qui est encore plutôt trouble et indéfinie, mais qui vaut la peine d'être étudiée plus avant, et de faire en sorte que les tensions et les divisions soient de moins en moins présentes dans les années à venir.

L'Ambassadeur Neven Madey a été Représentant permanent de la Croatie auprès de l'OSCE de 2008 à 2012.

Pour en savoir plus sur la Réunion de suivi de Belgrade:
Vladimir Bilandžić, Dittmar Dahlmann, Milan Kosanovic (eds.), *From Helsinki to Belgrade: The First CSCE Follow-up Meeting and the Crisis of Détente*, Presses universitaires de Bonn, 2012.

La Réunion de suivi de Belgrade a-t-elle été vraiment un échec, ou un point faible, dans l'histoire de l'OSCE? Dans cet ouvrage, qui présente les résultats d'une conférence universitaire d'une durée de deux jours tenue en mars 2008 au Centre Sava de Belgrade pour célébrer le trentième anniversaire de la Réunion, des chercheurs soutiennent qu'un examen du fond et de la qualité des débats qui s'y sont déroulés donne des raisons d'en faire une évaluation plus positive.

Ci-dessus timbres postaux émis pour commémorer la CSCE et les réunions de suivi (OSCE)

Ci-dessous Réunion de suivi de la CSCE, Centre Sava, Belgrade, 1977 (crédit: Arhiv Jugoslavije)



L'Ukraine fixe le cap pour 2013

TM. Leonid Kozhara, Président en exercice de l'OSCE, Ministre ukrainien des affaires étrangères, répond aux questions de Frane Maroevic, porte-parole par intérim de l'OSCE.

Frane Maroevic: l'Ukraine a présenté sa candidature à la présidence de l'OSCE en 2010. Quelles étaient vos ambitions à cette époque et sont-elles différentes des priorités que vous vous êtes fixées aujourd'hui?

Leonid Kozhara: Nos ambitions sont ancrées dans notre perception de ce qu'est l'OSCE et dans notre vision de ce qu'elle devrait être. Nous avons toujours considéré que le caractère unique de cette Organisation découlait de son approche globale et coopérative de la sécurité.

Les priorités de la Présidence ukrainienne sont d'encourager le dialogue et de trouver un consensus sur de nombreuses questions qui pourraient améliorer l'image de l'OSCE en tant que contributeur à la sécurité globale et renforcer son efficacité. Nous souhaitons contribuer à la formation d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasiennne exempte de lignes de division, de conflits, de sphères d'influence et de zones ayant des niveaux de sécurité différents.

Je vois un lien direct entre l'amélioration de l'image de l'OSCE et le lancement du processus Helsinki +40. Cette initiative a le potentiel pour fournir un cadre important permettant de clarifier le rôle et les objectifs de l'OSCE, d'ajuster ses ambitions aux réalités existantes et de renforcer la confiance au sein de l'Organisation. Il est important que tous les États participants éprouvent un sentiment d'appropriation commune et de responsabilité partagée à l'égard de cette initiative, qui pourrait déboucher sur des réalisations concrètes, à mesure que nous nous rapprochons du 40e anniversaire de l'Acte final de Helsinki. L'Ukraine est prête à apporter sa contribution.

On sait qu'il est difficile de progresser sur la voie du règlement des conflits prolongés. Quelle sera l'apport de la Présidence ukrainienne dans ce domaine?

Il est vrai que chaque présidence de l'OSCE s'efforce d'avancer en trouvant des solutions politiques pacifiques aux conflits prolongés dans l'espace de l'OSCE. Ces derniers restent une menace importante pour la sécurité et la stabilité



Photo OSCE

régionales et constituent un sérieux obstacle à la réalisation de notre objectif commun consistant à établir une communauté de sécurité.

La position de l'Ukraine est ferme sur ce point: toute solution durable et pacifique aux conflits prolongés doit être basée sur le respect intégral des principes du droit international. Si chaque conflit est unique et doit être abordé au cas par cas, il est essentiel d'instaurer la confiance entre les parties pour trouver des solutions durables.

La Présidence ukrainienne a un programme ambitieux et progresser sur la voie du règlement des conflits prolongés est une de ses priorités principales. En même temps, il est clair que pour réussir, les parties au conflit doivent prendre des engagements clairs et consentir de réels efforts. Nous estimons donc que l'OSCE devrait s'employer à renforcer la volonté politique et la confiance mutuelle entre les parties.

Durant notre présidence, nous appuierons les négociations en cours, faciliterons les mesures de confiance et répondront aux besoins humanitaires de la population dans les zones de conflit. Nous renforceront également le rôle de l'OSCE dans la résolution des conflits en s'appuyant sur le mandat unique et global de notre Organisation.

Votre première visite en tant que Président en exercice de l'OSCE aura lieu en Moldavie. Quels messages voulez-vous faire passer?

Ma visite aura pour but d'encourager Chisinau and Tiraspol à conserver la dynamique des négociations "5+2" et de continuer à chercher un règlement global du conflit. Nous devrions tirer profit des progrès accomplis en 2012 pour résoudre les problèmes urgents de coopération dans les domaines humanitaires et économiques.

Il faut également que les parties au conflit reprennent le dialogue et tiennent à intervalles réguliers des réunions bilatérales à haut niveau, ce qui créerait un climat favorable permettant de replacer les questions politiques au centre des négociations.

La Présidence ukrainienne soutient tous les efforts déployés pour parvenir à un règlement sur la base du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Moldavie, en accordant un statut spécial à la région de la Transnistrie et en protégeant les droits de l'homme et les droits des minorités nationales, conformément aux normes européennes.

Vous avez fait du rétablissement du régime des forces armées conventionnelles en Europe, une de vos priorités. Pourquoi est-ce si important alors que nous n'avons pas appliqué ce régime depuis maintenant cinq ans?

La maîtrise des armements, le désarmement et les mesures de confiance et de sécurité font partie intégrante du concept de l'OSCE de sécurité globale, coopérative, égale et indivisible. En accomplissant des progrès importants dans les domaines du contrôle des armements et des mesures de confiance et de sécurité, nous surmonterons l'héritage laissé par la confrontation entre blocs de la guerre froide et nous empêcherons l'émergence de nouveaux clivages sur notre continent, ainsi que leurs conséquences négatives pour l'environnement de sécurité européen, notamment pour des pays qui, comme l'Ukraine, ne sont pas parties à des alliances politico-militaires.

Nous souscrivons pleinement à la conclusion à laquelle tous les États participants de l'OSCE sont parvenus à Astana selon laquelle: [l]es régimes de maîtrise des armes conventionnelles et de renforcement de la confiance et de la sécurité restent les principaux moyens d'assurer la stabilité, la prévisibilité et la transparence dans le domaine militaire et devraient être revitalisés, actualisés et modernisés”.

L'Ukraine estime qu'il est judicieux de lancer des discussions au sein du Forum pour la coopération en matière de sécurité de l'OSCE sur le rôle que la maîtrise des armes conventionnelles peut jouer dans l'architecture contemporaine et future de la sécurité européenne. Sans préjuger du résultat de ces discussions, nous espérons que le dialogue entamé sur ce thème très important nous donnera la possibilité de contribuer à jeter les bases d'une vision commune de l'avenir de la maîtrise des armes conventionnelles en Europe.

Les économies d'énergie et la promotion des sources d'énergie renouvelables font partie de vos autres priorités. Qu'espérez-vous réaliser dans ce domaine?

En examinant les questions liées à la sécurité énergétique au sein de l'OSCE, nous avons consacré des efforts considérables aux questions qui font l'objet de larges divergences de vues. Nous devrions essayer de concentrer notre dialogue sur des thèmes qui nous unissent. Nous pensons que l'impact des activités en rapport avec l'énergie, l'efficacité énergétique et les ressources renouvelables en font partie.

En les hiérarchisant, nous avons l'intention d'approfondir le dialogue sur l'énergie au sein de l'OSCE et de susciter une volonté politique de renforcer la coopération dans le domaine de l'énergie sans politiser cette question.

Nous sommes encouragés par le très large soutien que les États participants ont accordé à la proposition de l'Ukraine de donner toute son importance à ce thème en 2013. Ce soutien montre à quel point les États sont conscients que l'utilisation inefficace et néfaste des ressources énergétiques nuit à la viabilité économique des ressources énergétiques et, partant, contribue aux tensions dans le domaine de l'énergie.

Si cette prise de conscience débouche sur des décisions et des mesures pertinentes, nous aurons incontestablement fait un grand pas vers la mise en œuvre des engagements d'Astana sur le renforcement du dialogue concernant la sécurité énergétique et l'établissement d'un lien entre la coopération économique et environnementale et les relations pacifiques entre États.

Quelques États participants ont fait savoir qu'il était nécessaire d'améliorer les activités que l'OSCE consacre à l'observation des élections. Quelle est la position de la Présidence ukrainienne à cet égard?

La réputation de l'OSCE d'être un porte-drapeau en matière d'observation des élections montre bien que l'Organisation dispose de solides compétences et fait preuve d'un grand professionnalisme dans ce domaine.

Le BIDDH, créé en 1992, est devenu depuis la principale institution internationale d'observation des élections dans la région. Nous appuyons son travail dans ce domaine ainsi que son statut autonome, et nous estimons qu'il est extrêmement important de donner suite aux recommandations faites par les missions d'observation de l'OSCE.

En même temps, il est toujours possible de s'améliorer. Nous pensons qu'un dialogue continu



Quelques faits intéressants à propos de l'Ukraine



L'Ukraine est le plus vaste pays d'Europe parmi ceux dont les frontières se situent intégralement sur le continent européen. La superficie totale de l'Ukraine est d'environ 603 700 km².



L'Ukraine est peuplée de plus de 110 groupes ethniques, les ukrainiens (72,7 %) étant le plus important, suivi des russes, des juifs, des biélorusses, des moldaves, des bulgares, des polonais et des hongrois.



L'un des premiers documents constitutionnels au monde a été rédigé par Pylyp Orlyk, Hetman ukrainien (chef d'État) en exil, en 1710. Intitulé "Pactes et constitutions des droits et libertés de l'hôte zaporogue", il a instauré une norme démocratique pour la séparation des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire et institué un parlement cosaque démocratiquement élu, bien avant la publication par Montesquieu de l'Esprit des lois.



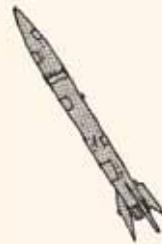
L'appellation "**Ukraine**" est mentionnée pour la première fois dans la **Chronique de Kiev en 1187**.



Le plus gros avion du monde est ukrainien. Il s'agit de l'Antonov An-225 Mriya ("Mriya" signifie "rêve" en ukrainien). Pesant 640 tonnes, il mesure 84 mètres de long et a une envergure de 88,4 mètres. Il détient de nombreux records parmi lesquels celui de la plus lourde charge utile aéroportée, qui était de 253,8 tonnes.



La grotte Optymistychna (ce qui signifie "optimiste" en ukrainien) est **la plus longue grotte de gypse au monde** et la deuxième grotte du monde sur le plan de la longueur de son labyrinthe. La longueur totale de tous les passages souterrains de la grotte, mesurée en 2001, est de 212 kilomètres.



L'Ukraine s'est séparée volontairement du troisième arsenal le plus important au monde en armes nucléaires lorsqu'elle est devenue une nation non-nucléaire en 1996.



L'Ukraine a un sol de terre noire particulièrement fertile dans le centre et le sud du pays, soit sur plus de la moitié de son territoire.



La station de métro Arsenalna à Kiev, à 105 mètres de profondeur, est **la plus profonde du monde**.



Plus de 1 200 monuments ont été érigés dans 48 pays à travers le monde en l'honneur du célèbre poète ukrainien **Taras Shevchenko**.

est nécessaire pour renforcer la confiance dans l'espace de l'OSCE, et cela vaut aussi pour les questions liées aux élections. L'OSCE pourrait, par exemple, examiner les moyens d'améliorer les conditions garantissant une observation des élections professionnelle et impartiale, donner davantage de visibilité au code de conduite à l'usage des observateurs électoraux et intensifier les échanges de bonnes pratiques. Tous les États participants de l'OSCE auraient intérêt à examiner de manière plus approfondie un certain nombre de questions liées aux élections, comme l'exactitude des listes électorales, la transparence du financement des campagnes et l'égalité de traitement dans les médias. Cet exercice pourrait être utile à tous les États participants car il leur permettrait de renforcer la mise en œuvre de leurs engagements à l'égard de l'OSCE.

Quelques États participants de l'OSCE ont fait des déclarations critiquant le traitement de certaines questions liées aux droits de l'homme en Ukraine. Que leur répondez-vous et pensez-vous que ces critiques compliqueront votre Présidence?

La promotion et la protection des droits de l'homme sont une pierre angulaire de la politique intérieure et étrangère de l'Ukraine.

L'Ukraine a fait des progrès notables dans ce domaine. Elle a, par exemple, établi de nouvelles normes concernant l'exercice de certains droits, et plusieurs changements législatifs apportés récemment ont été salués par des organisations publiques et internationales, notamment l'OSCE. On peut citer à ce propos le nouveau code de procédure pénale, la réglementation juridique des activités des organisations civiques ou l'accès à l'information publique. Il convient de mentionner que les procédures d'accès à l'information publique élaborées par l'Ukraine peuvent servir d'exemple à suivre dans l'espace de l'OSCE.

Cela étant, aucune démocratie n'est parfaite, et ces problèmes concernent non seulement les États participants de l'OSCE qui sont engagés dans un processus de transition, mais aussi de ceux qui sont généralement considérés comme des démocraties parvenues à maturité.

Il est primordial pour l'OSCE que tous les États participants respectent leurs engagements en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'état de droit, et nous serons particulièrement vigilants sur ce point. Au cours de notre présidence, nous feront tout notre possible pour que ces engagements et obligations soient honorés par tous les États participants.

La Présidence de l'OSCE est un défi, car les 57 États participants ont des priorités et des objectifs stratégiques différents, ce qui ne permet pas de trouver facilement un consensus sur de nombreuses questions. Selon vous, dans quels domaines devrez-vous travailler le plus?

Permettez-moi de revenir à l'engagement pris à Astana de concrétiser une vision d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasiennne libre, démocratique, commune et indivisible. Je considère que cet engagement est un mandat ferme pour poursuivre les efforts visant à renforcer les capacités de l'OSCE de faire face aux nombreux défis et menaces qui concernent la région, et donc accroître la pertinence de l'Organisation pour chaque État participant.

L'OSCE a un acquis solide d'engagements dans les trois dimensions et nous devons continuer à les mettre en œuvre durablement d'une manière ciblée et équilibrée. Nous devons également être conscients des tendances négatives qui traversent l'Organisation, notamment le manque évident de confiance mutuelle et de volonté politique. C'est une des raisons principales pour laquelle nous avons observé des tendances décourageantes, en particulier l'incapacité de prendre des décisions dans la dimension humaine pour la deuxième année consécutive.

Je pense que ce n'est pas par accident que le thème de la réconciliation historique non achevée entre l'Est et l'Ouest est de plus en plus mentionné dans les cercles universitaires et la société civile. Il y a un besoin urgent, tout d'abord, de changer nos mentalités et de passer d'un mode de pensée conflictuel à une approche coopérative.

Ainsi, l'Ukraine considère que la mission de sa Présidence est de créer des conditions favorables à ce type de changement. Je suis confiant que l'Ukraine, compte tenu de son histoire, qui est riche, de son énorme patrimoine culturel et de ses aspirations européennes claires, est bien placée pour réussir cette mission. Je pense que tous les pays de l'OSCE doivent s'investir davantage dans la réalisation des objectifs communs et leur concrétisation en actions communes, sachant que chacun d'entre eux peut naturellement avoir des priorités et des points de vues différents concernant les activités de l'OSCE.

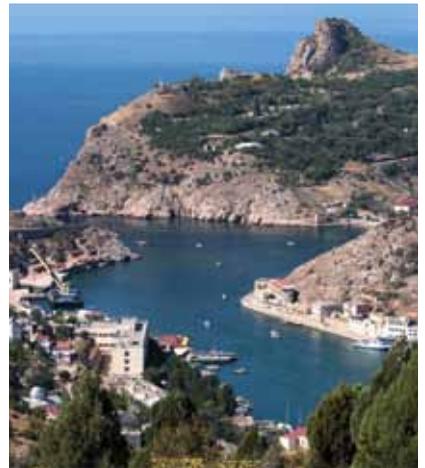
Je crois fermement qu'en unissant les efforts de tous les États participants de l'OSCE, nous pourrions renforcer le rôle de l'Organisation dans la consolidation de la sécurité et de la stabilité dans l'espace de l'OSCE.



1



2



3



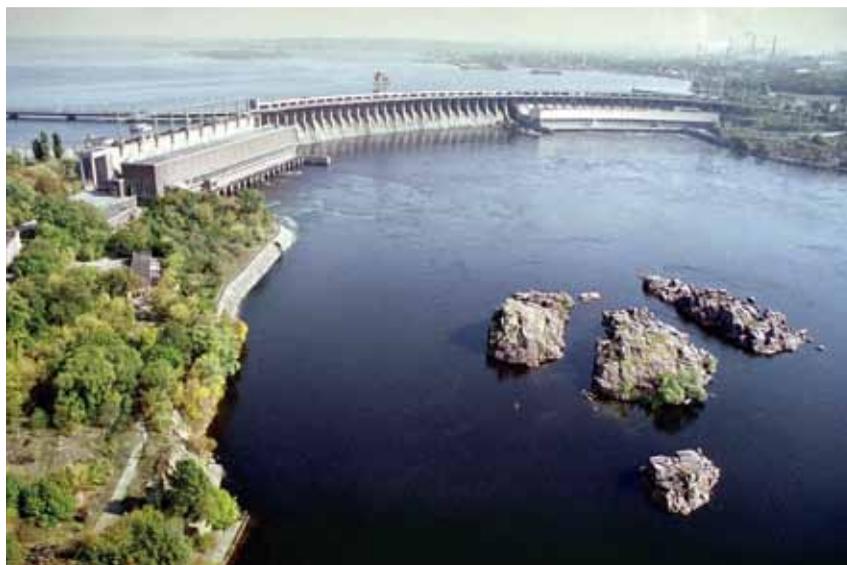
4



5



6



7



8

1 La cathédrale de la dormition et l'église du réfectoire à Kiev, dans l'enceinte du Pechersk Lavra, appelé également monastère des grottes, un monastère chrétien orthodoxe historique classé sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.
2 Coucher de soleil dans la brume des monts

transcarpathiens
3 Vue de la péninsule de Crimée
4 Dance ethnique – On dénombre plus de 110 groupes ethniques en Ukraine
5 Champ de tournesols en été, des fleurs très appréciées en Ukraine
6 Place à Lviv
7 La plus grande et la plus ancienne centrale hydro-électrique sur le Dniepr

8 L'Euro 2012 s'est déroulé en Ukraine et en Pologne
9 L'Antonov An-225 Mriya est le plus gros avion du monde.

Photos: Укрінформ

Consultez la page Web de la Présidence de l'OSCE: www.osce.org/chairmanship



9

Créer une communauté de sécurité: un projet chimérique?

Les auteurs du résumé analytique du rapport final de l'Initiative pour le développement d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasienne (IDEAS) commencent par énoncer les raisons pour lesquelles l'époque actuelle est tout sauf favorable au projet de créer une communauté de sécurité: "L'évolution globale de l'équilibre des pouvoirs économiques, le recentrage de la politique internationale sur le Pacifique, la crise de la zone euro et l'incertitude concernant l'avenir de l'Union européenne et de la Russie rendent cette vision moins plausible qu'elle ne l'était il y a vingt-deux ans, lorsque la Charte de Paris pour une nouvelle Europe a été adoptée."

Ils affirment par ailleurs que c'est peut-être justement en raison des incertitudes qui prévalent que les États participants de l'OSCE ont reconnu l'urgence d'œuvrer à la réalisation de cet objectif.

IDEAS est une initiative informelle ("Track II") mise en œuvre conjointement par le Centre de recherche sur l'OSCE (CORE) à l'Institut de recherche sur la paix et la politique de sécurité de l'Université de Hambourg (IFSH), la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), l'Institut polonais des affaires internationales (IPAI) et l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (Université), qui dépend du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie. Elle a été lancée début 2012 à l'incitation des Ministres des affaires étrangères allemand, français, polonais et russe, qui ont accepté la proposition du Secrétaire général de l'OSCE, M. Lamberto Zannier, portant sur la création d'un réseau d'instituts universitaires pour débattre de questions concernant l'Organisation.

Dans le cadre de quatre ateliers tenus en 2012, un dans chacun de quatre instituts participants, des experts universitaires du domaine de la sécurité ont débattu de ce que devrait être une communauté de sécurité et des moyens de la concrétiser. Le rapport final de l'initiative IDEAS, présenté en novembre 2012, constitue une tentative de synthétiser la grande variété d'avis qui ont été exprimés en un ensemble cohérent de recommandations aux États participants. Dans les pages qui suivent, trois participants à IDEAS font part de leurs propres vues sur le projet d'instaurer une communauté de sécurité.

Recommandations d'IDEAS aux États participants

1. Préserver l'acquis existant en matière de maîtrise des armements.
2. Consentir un effort concerté pour résoudre les conflits de longue durée.
3. Évaluer l'effet que la situation en Afghanistan peut avoir sur l'espace de l'OSCE.
4. Promouvoir la réconciliation à long terme.
5. Dresser la liste des menaces transnationales.
6. Élaborer des initiatives dans la dimension économique et environnementale.
7. Améliorer l'efficacité des travaux effectués dans la dimension humaine.
8. Offrir une plateforme pour améliorer la compréhension entre les États et les communautés musulmanes.
9. Constituer un réseau OSCE d'institutions universitaires.
10. Tirer mieux parti de la richesse institutionnelle dans l'espace de l'OSCE.

Les recommandations dans leur intégralité et l'ensemble du rapport IDEAS peuvent être consultés à l'adresse: <http://ideas-network.com/home.html>

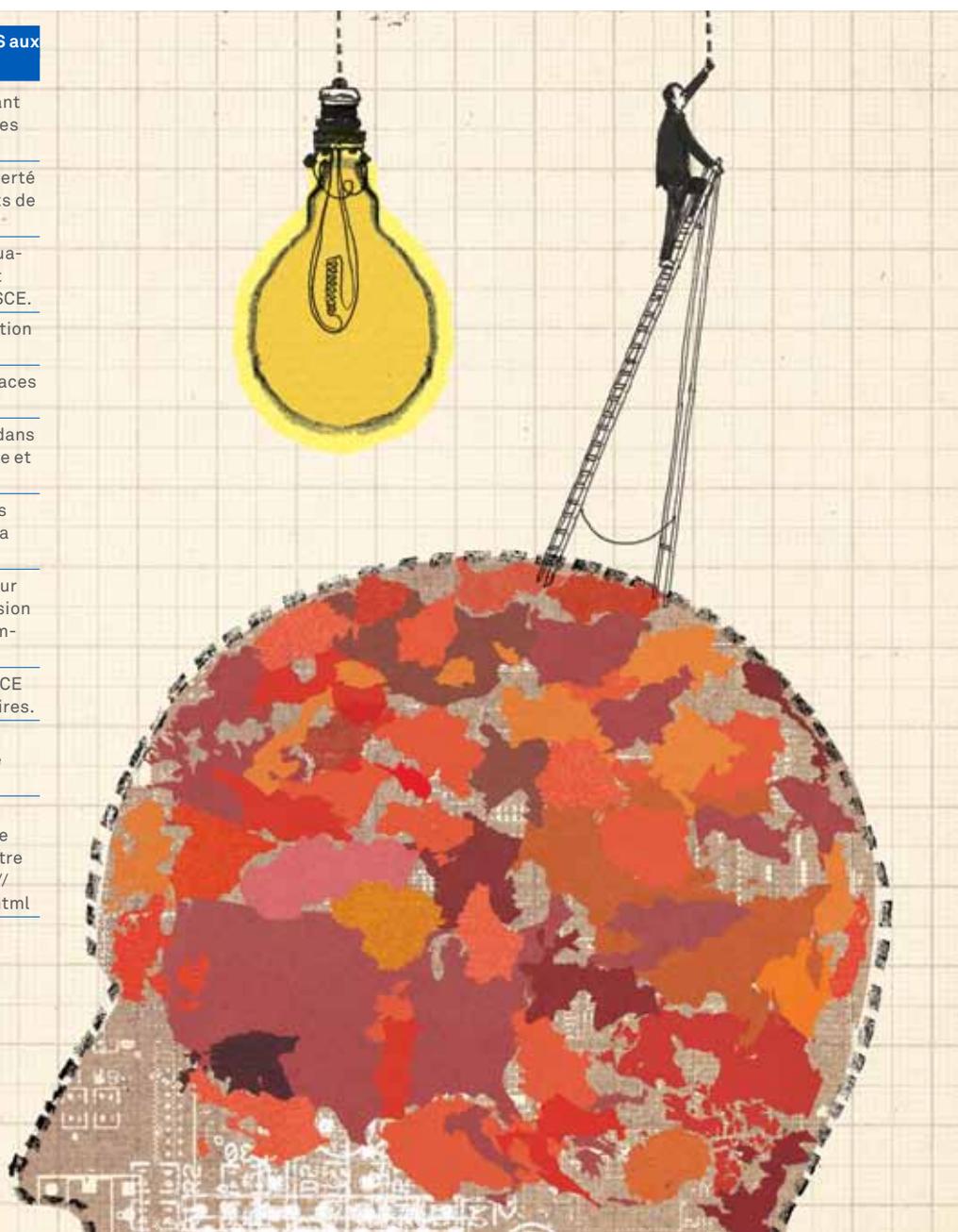


Illustration Paul Jackson

Initiative de sécurité euro-atlantique (ISEA)

L'Initiative de sécurité euro-atlantique (ISEA) a été créée en 2009 par la Dotation Carnegie dans le but de progresser vers l'objectif d'une communauté de sécurité euro-atlantique inclusive. D'anciens responsables politiques, diplomates, généraux et chefs d'entreprise de Russie, des États-Unis, du Canada, d'Europe centrale, ainsi que des pays de l'Union européenne, se sont réunis afin d'établir une feuille

de route de mesures pratiques qui permettraient à la région de laisser son passé derrière elle et de commencer à bâtir un avenir plus sûr fondé sur la confiance mutuelle et la coopération.

Selon le rapport final de la commission créée dans le cadre de l'ISEA, qui a été rendu public à la Conférence de Munich sur la sécurité tenue en février 2012, un grave "manque de confiance" dans les relations de sécurité, dû aux vieilles divisions du XXe siècle, a laissé la région dangereusement mal préparée à

relever les défis du XXIe siècle. La commission a suggéré, afin d'améliorer les relations entre la Russie, l'Europe et les États-Unis, ce qui faciliterait l'émergence d'une réelle communauté de sécurité euro-atlantique, une série de mesures concrètes dans six domaines:

- Coopération dans le domaine des missiles de défense en Europe
- Allongement du temps d'alerte et du temps disponible pour la prise de décisions dans la sphère militaire
- Règlement des conflits prolongés

- Règlement des différends historiques entre États
- Stabilisation des relations gazières entre l'Union européenne et la Russie
- Collaboration dans l'Arctique

Des informations supplémentaires sur la commission créée dans le cadre de l'ISEA, dont le texte du rapport final et des rapports des groupes de travail, sont disponibles à l'adresse: <http://carnegieendowment.org/easi/>

C'est un processus

Wolfgang Zellner



Avec sa "vision d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasiennne libre, démocratique, unie et indivisible" (Déclaration commémorative d'Astana), l'OSCE s'est fixée l'objectif programmatique le plus ambitieux de toutes les organisations internationales présentes dans son espace. D'un autre côté, ses États participants sont incapables de s'entendre sur des questions relatives à la maîtrise des armements conventionnels, aux conflits sous-régionaux et à la dimension humaine, pour ne citer que quelques-uns des domaines de fréquent désaccord. C'est ce décalage énorme entre ce qui est effectivement réalisable et ce que sont nos objectifs qui a servi de point de départ à IDEAS

– l'Initiative pour le développement d'une communauté de sécurité euro-atlantique et eurasiennne. Une autre des raisons pour lesquelles nous avons lancé IDEAS tient au fait que la plupart des capitales et des membres de l'élite politique n'ont, jusqu'à présent, guère prêté attention à la vision audacieuse de l'OSCE. Même au sein des organes politiques de l'Organisation, il n'y pas vraiment eu, à ce jour, de débat de fond sur la question. La ligne de discussion qui s'en rapproche le plus – le débat sur Helsinki +40 lancé par la Présidence irlandaise de 2012 – n'a abouti, jusqu'ici, qu'à une décision plutôt mince, prise lors de la Réunion du Conseil ministériel tenue récemment à Dublin, qui se limite essentiellement à des questions de procédure. Et lorsque des idées sont exprimées sur ce qu'est une communauté de sécurité, elles sont assez différentes les unes des autres et même contradictoires.

Lorsque nous nous sommes mis à préparer le rapport sur l'initiative IDEAS, nous avons commencé par réfléchir à ce qu'il ne devrait pas être: ni un programme global, ni une feuille de route détaillée vers une

communauté de sécurité – ce qui aurait été infaisable dans les deux cas – ni encore un rapport strictement limité à l'OSCE. Nous avons opté plutôt pour la formulation d'une série de principes généraux, liés entre eux de manière comparativement lâche, qui pourraient s'avérer utiles pour préparer le terrain à une communauté de sécurité, et de propositions concrètes dans des domaines où l'OSCE peut influencer le cours des choses.

Une analyse des tendances, d'une part, à la convergence et, de l'autre, à la divergence entre les États participants de l'OSCE a servi de point de départ à tout cet exercice. Il y a eu une remarquable augmentation de la convergence normative, malgré toutes les difficultés sur le plan de la mise en œuvre, et de l'interconnexion institutionnelle. D'un autre côté, plusieurs nouvelles lignes de division sont apparues, en particulier au cours de la dernière décennie, concernant les conflits sous-régionaux, la maîtrise des armements, les normes et le comportement normatif, ainsi que de nombreuses autres questions. La méfiance réciproque reste un obstacle saillant. La communication appropriée pour le surmonter fait défaut.

Il est important de penser en termes de processus vers une communauté de sécurité. C'est quelque chose d'assez différent de concepts comme "architecture de sécurité", "traités" ou "actes fondateurs". Les processus, en particulier, dans leurs stades initiaux, sont ouverts et souples et peuvent donc englober des positions différentes, voire même contradictoires. Le processus politique devrait traiter, en parallèle, autant de questions différentes que possible et ne pas se limiter à ce qu'il est convenu d'appeler les modificateurs de la donne qui pourraient avoir un effet boomerang en tant que "déflecteurs". Il devrait y avoir un équilibre entre éléments provenant de l'ancien ordre du jour, hérité de la guerre froide, et éléments tirés d'un nouvel ordre du jour, tourné vers l'avenir. Et surtout, nous devrions essayer de désécouriser et même de dépolitiser les questions.

Le projet IDEAS ne devrait pas demeurer un exercice ponctuel. Nous envisageons plutôt de poursuivre nos travaux dans un cadre plus large en impliquant davantage d'instituts d'autres pays. Sur le plan du

contenu, l'éclaircissement des fondements scientifiques des communautés de sécurité reste une tâche importante, car de nombreuses questions concrètes dans les trois dimensions de la sécurité – politico-militaire, économique-environnementale et humaine – doivent encore être examinées.

Wolfgang Zellner est le Directeur du Centre de recherche sur l'OSCE (CORE) à l'Institut de recherche sur la paix et la politique de sécurité de l'Université de Hambourg (IFSH). Il a coordonné le groupe de rédaction du rapport final sur les ateliers IDEAS.



Illustration Paul Jackson

De l'importance de la sécurité euro-atlantique

Robert Legvold

Ajoutez aux nombreux obstacles à la communauté de sécurité euro-atlantique promise par les chefs d'État de l'OSCE depuis la Charte de Paris pour une nouvelle Europe adoptée en 1990 un sentiment croissant que c'est la région Asie-Pacifique qui est désormais au cœur de l'action. La région euro-atlantique avec ses nombreux maux – des tensions au sujet de l'avenir de l'OTAN et du rôle de la défense antimissiles aux "conflits prolongés" apparemment insolubles et aux griefs historiques maintenus obstinément – paraît, aux yeux de beaucoup, dépassée. Ses problèmes, si une solution ne peut leur être trouvée, ne semblent plus aussi importants, quand le défi que représente une Chine en expansion dans une Asie évoluant rapidement est soudainement très présent à l'horizon.

Pour deux raisons, les propos vagues au sujet d'un "contrepois" à la région Asie-Pacifique entendus à la fois à Moscou et Washington témoignent d'un manque de clairvoyance. Premièrement, aussi importante que soit la montée de la Chine, de l'Inde ou de ses voisins asiatiques, la vaste étendue d'États "de Vancouver à Vladivostok" reste l'épicentre du système mondial,

quelle que soit, ou presque, l'aune employée. En 2011, ces États ont dégagé 53 % du PIB mondial. Le PIB de l'Union européenne était de largement plus du double de celui de la Chine et les échanges commerciaux des États-Unis avec la Chine ont représenté plus du triple de ceux de la Chine avec les États-Unis. En 2011, les pays de la région euro atlantique ont produit 33,1 % du pétrole mondial et en ont consommé 45,1 %; ils ont généré 56,5 % du gaz mondial et en ont consommé 58,8 %. Ils ont été à l'origine de plus de 60 % des dépenses militaires mondiales et détenaient plus de 95% des armes nucléaires de la planète.

Il ne faudrait donc pas plus d'un instant de réflexion pour admettre que, si la communauté internationale veut entretenir un quelconque espoir de trouver un noyau autour duquel elle peut instaurer un ordre économique plus stable, un régime énergétique offrant davantage de prévisibilité pour les fournisseurs comme pour les consommateurs, des limites rationnelles s'agissant des effectifs et de la nature des forces militaires, ainsi que des garde-fous contre un monde nucléaire multipolaire, ce noyau doit être la région euro-atlantique.

Deuxièmement, si la région revêt une importance cruciale en tant que noyau autour duquel l'on peut renforcer la sécurité et la stabilité globales, la dynamique qu'une communauté de sécurité euro-atlantique unie pourrait apporter pour relever les défis du XXI^e siècle importe encore plus. Aucune région, à condition d'agir de façon concertée, ne peut faire davantage pour atténuer la menace posée par le terrorisme biologique et nucléaire, la dissémination d'armes de destruction massive, les pandémies sanitaires, les cyberguerres et l'instabilité provoquée par le changement climatique, ainsi que pour assurer l'essor pacifique de nouvelles grandes puissances. Mais seulement si tous agissent ensemble, et cela ne pourra se faire que si les gouvernements des pays de l'OSCE prennent cet objectif nettement plus au sérieux que jusqu'à présent.

— Robert Legvold est professeur émérite Marshall D. Shulman au Département des sciences politiques de l'Université de Columbia, où il s'est spécialisé dans les relations internationales des États post-soviétiques. Il est Directeur de l'Initiative pour le développement d'une communauté de sécurité euro-atlantique (ISEA).



Concilier des attentes?

Andrei Zagorski

Construire une communauté de sécurité dans la région de l'OSCE nous donne une vision susceptible de rapprocher les États participants, plutôt que de leur permettre de s'éloigner encore plus l'un de l'autre. Le quarantième anniversaire de l'Acte final de Helsinki, qui sera célébré en 2015, est un jalon idéal pour concrétiser cette vision. Faire preuve de la volonté politique nécessaire pour surmonter les divergences existantes et même croissantes dans la région permettrait d'indiquer clairement que l'OSCE a encore une mission importante.

Cependant, bien qu'ils aient fait avancer la vision d'une communauté de sécurité dans la Déclaration commémorative d'Astana, adoptée en 2010, les États participants ont des idées différentes, voire divergentes, quant au type de communauté de sécurité qu'ils souhaitent mettre en place.

Si certains veulent voir traitées essentiellement des questions traditionnelles de sécurité dure et définissent une communauté de sécurité davantage en termes de sécurité collective, d'autres soulignent qu'il s'agit avant tout d'une communauté en constante évolution de valeurs permettant aux États d'accorder moins d'importance aux questions de sécurité dure dans leurs relations et de rendre une guerre entre eux non seulement impossible, mais également désormais inenvisageable.

Plusieurs conclusions tirées du projet IDEAS 2012 doivent être prises en considération pour ce débat.

Les États participants ne seront pas en mesure de progresser s'ils ne concilient pas leurs attentes différentes en ce qui concerne la construction d'une communauté de sécurité.

Une véritable communauté de

sécurité ne résulte pas d'un acte unique, mais naît plutôt d'un processus à long terme qui ne commence pas nécessairement par l'établissement d'une communauté viable de valeurs et ne peut être considéré comme concluant avant qu'une telle communauté ne soit profondément ancrée dans les sociétés.

Remédier aux questions de sécurité dure en instance et faire passer les nouvelles questions de sécurité transnationales au premier rang des priorités ne fait pas moins partie de ce processus que de s'attaquer à la question des disparités au niveau des valeurs.

Bâtir une communauté de sécurité n'est guère possible sans s'engager ou coopérer dans autant de domaines que possible. Élargir continuellement la coopération et faciliter la réconciliation sont les moyens appropriés de parvenir progressivement à la convergence entre les États participants.

L'OSCE n'est pas la seule institution à pouvoir s'employer à construire une communauté de sécurité, mais elle a un rôle unique et important à jouer dans le cadre de ce processus.

Dans ce contexte, les résultats de la Réunion du Conseil ministériel tenue à Dublin sont à la fois encourageants et surprenants.

Le fait que les États participants se soient mis d'accord sur une feuille de route "Helsinki +40" est encourageant. Cela signifie qu'ils gardent la porte ouverte et qu'ils peuvent envisager le quarantième anniversaire de l'Acte final de Helsinki en tant que groupe plus uni.

Dans le même temps, nous avons vu à Dublin les mêmes dissensions qu'au cours de la décennie écoulée. Le message déconcertant qui est ainsi adressé au public est soit que les gouvernements ne font pas preuve d'une volonté politique suffisante pour surmonter les désaccords actuels, soit que l'OSCE n'est pas l'enceinte appropriée pour traiter de ces questions, ou les deux à la fois.

— Andrei Zagorski est Directeur d'études sur le désarmement et la résolution des conflits à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de l'Académie russe des sciences et professeur à l'Institut des relations internationales de Moscou. Il a fait partie du comité de rédaction du rapport final d'IDEAS.



Illustration Paul Jackson

Les femmes et le maintien de la paix: **comment survivre et réussir!**

Heidi Tagliavini

Avez-vous déjà songé à quoi ressemble la vie dans une zone de conflit? Je n'y avais personnellement jamais réfléchi auparavant. En ma qualité de diplomate suisse, j'ai eu la chance de ne jamais avoir été confrontée aux enjeux d'un conflit jusqu'au jour où je fus littéralement projetée au milieu des hostilités ouvertes lors de ma première mission en Tchétchénie avec le Groupe d'assistance de l'OSCE en avril 1995. L'expérience que j'ai acquise durant cette année lors de la guerre en Tchétchénie a été un puissant révélateur, et depuis lors, mon intérêt pour les conflits et leurs conséquences, pour les moyens d'en sortir, mais aussi pour les moyens d'alléger les souffrances des victimes de la guerre fait partie intégrante de ma vie, de mon système de valeurs et de ma personnalité.

Nous sommes arrivés à Grozny à bord d'un hélicoptère militaire russe depuis une base militaire dans le sud de la Russie, six membres de la mission de six pays différents, cinq hommes et moi, la

seule femme. Nos bagages, 600 kg, dont des lits de camp et des sacs de couchage, des aliments déshydratés (de la nourriture pour astronautes, comme il nous avait été dit) que nous n'avons heureusement jamais eu à utiliser, deux ordinateurs et un petit générateur. On nous a donné une résidence sans fenêtres et sans portes – nous avions un toit! Pas de chaise, pas de table, pas de meubles du tout, et pas d'eau, pas d'électricité, pas de gaz! Pas d'allumettes et pas lampe de poche – nous en avions mais au fond de nos bagages –, nous nous sommes donc très vite retrouvés plongés dans l'obscurité profonde de la nuit du Caucase, avec juste les éclats de lumière intermittents des tirs d'artillerie dans toute la ville. De plus, et surtout les premiers jours, nous n'avions ni voiture ni autre moyen pour nous déplacer. Alors, comment faire pour rencontrer nos homologues, des représentants russes et tchéchènes, se trouvant à des endroits très différents dans toute la région? Nous avons dû recruter un chauffeur local "hautement recommandé" et prendre une voiture. Et lors de notre première visite aux Tchétchènes de l'autre côté de la ligne de cessez-le-feu non officielle, ce chauffeur a été immédiatement arrêté par les Tchétchènes, il aurait été un espion russe.

Dans notre mission, nous avions tous à peu près le même âge et les mêmes qualifications professionnelles – tous nous étions des diplomates, avec le rang de conseillers ou de militaires – encore qu'en tant que seule femme du groupe, j'ai eu droit à ma part de comportement sexospécifique. Nous avons eu une grosse dispute à propos de qui ferait quoi dans le cadre de notre mandat de l'OSCE, qui comprenait des entretiens politiques, un soutien humanitaire, les droits de l'homme, la primauté du droit. J'ai été tenue totalement à l'écart, il m'a été plutôt conseillé d'aller à la cuisine pour former les quelques habitants qui nous ont aidés à nous organiser.

Peu de temps après notre arrivée, mes collègues sont partis voir des interlocuteurs dans un village lointain et y sont restés la nuit sans rien me prévenir (imaginez, les téléphones cellulaires n'existaient pas à l'époque, il y a un

peu plus de 15 ans!). Ils m'ont laissée seule dans la maison sans portes, sans fenêtres, avec de violents affrontements toute la nuit et le premier orage de printemps. Inutile de dire que ce ne fut pas le meilleur moment de ma vie!

Depuis lors, j'ai été tenue à l'écart de l'action politique, j'ai simplement essayé de me rendre utile, en examinant les aspects du mandat dont mes collègues ne se souciaient pas vraiment, comme les droits de l'homme, l'aide humanitaire, la primauté du droit. Lorsque les négociations ont commencé dans nos locaux de l'OSCE, j'ai toujours été présente pour accueillir les participants au processus de paix, les représentants russes et tchéchènes, à la porte de notre maison de Grozny. Dans cette situation très tendue, j'essayais de les mettre à l'aise et de les aider sur toute demande qu'ils pouvaient avoir, fût-ce juste en leur proposant du thé ou du café.

Plus tard, je me suis investie dans la frappe et la rédaction de propositions de paix ou de cessez-le feu chaque fois qu'il y avait une impasse dans les négociations – le tout en russe, qui était la langue des négociations. Je faisais tout ce qu'il m'était demandé de faire. Et peu à peu, j'ai réussi à gagner le respect, tout du moins des interlocuteurs locaux. Quand, après plusieurs mois, j'ai quitté la Tchétchénie via un aéroport de Moscou, un homme qui avait voyagé sur le même vol s'est approché de moi, des fleurs à la main en plein hiver et me dit "Merci, Heidi, vous avez été le visage humain de cette mission. Au nom du peuple tchéchène, je vous remercie pour ce que vous avez fait pour nous!"

Cette rencontre très émouvante m'a fait comprendre que ce qui importe, en particulier dans des environnements délicats comme un conflit, c'est en fait autre chose que juste vos capacités professionnelles. C'est une question de valeurs et de compétences personnelles. C'est d'autant plus vrai lorsque vous êtes une femme et que vous occupez un poste de leadership dans une mission de paix.

Dans les deux décennies qui ont suivi, j'ai travaillé dans des opérations de maintien de la paix et dans d'autres négociations de paix pour les Nations

Unies et l'OSCE. Après mon expérience en Tchétchénie, j'ai été chef adjoint de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) et quelques années plus tard, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et chef de cette même mission. J'ai également été Représentante personnelle du Président en exercice autrichien de l'OSCE pour les missions dans le Caucase. Dans toutes ces missions, j'ai appris la patience et la persévérance, la compétence et la flexibilité qui sont nécessaires, non seulement pour survivre, mais aussi pour faire la petite différence qui empêche un conflit de dégénérer en guerre!

Autre expérience très difficile: ma nomination en 2008 en qualité de chef de l'Union européenne mandatée pour la mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie. En neuf mois à peine, j'ai dû produire un rapport exhaustif, non seulement sur la guerre d'août 2008, mais aussi sur toutes les causes sous-jacentes, toutes les incidences sur le plan juridique, humanitaire et des droits de l'homme qu'a eu cette guerre des plus malheureuses dans le Caucase du Sud. J'ai également mené un certain nombre de missions d'observation des élections au nom du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE en Ukraine et dans la Fédération de Russie, et les considère parmi les tâches les plus ardues qu'un simple diplomate, et d'autant plus une femme, peuvent avoir à traiter dans leur carrière.

Dans toutes les missions que j'ai effectuées dans le cadre de conflits, le fait d'être une femme a toujours été perçu comme quelque chose d'assez inhabituel, et bien sûr, pas toujours très bien accueilli, mais ma persévérance et ma patience ont été finalement récompensées, tant personnellement que pour ceux qui m'ont confié la mission. Dans les pages qui suivent, je voudrais donc me concentrer sur mon expérience très personnelle et pratique acquise au fil des années, et présenter une sorte de "check-list" des valeurs et des compétences interpersonnelles qui sont vraiment importantes quand on travaille en tant que femme dans un conflit.

INTÉGRITÉ

Intégrité, d'abord et avant tout. Dans les missions de paix, une femme occupant une position de leadership est très observée et respectée en tout temps. En général, les femmes dans les missions de paix sont l'objet d'un plus grand scepticisme et d'une plus grande méfiance que les hommes occupant les mêmes postes. Dans l'environnement instable d'un conflit où personne ne fait confiance à personne, l'intégrité du chef de mission est une exigence primordiale, cela permet de déterminer si vous êtes digne d'être acceptée comme négociateur/médiateur ou non. Vous pouvez être un bon négociateur, mais si en même temps vous êtes politiquement ou moralement compromise en tant que personne, vous êtes inévitablement hors-jeu.

BON SENS

Le bon sens est ce dont vous avez le plus besoin dans l'environnement fragile d'un conflit. Qui, si ce n'est vous, sera raisonnable alors qu'autour de vous tout le monde est dans l'excitation et l'émotion au sujet des moindres incidents? Dans toute votre réflexion, dans toutes vos appréciations, dans toutes vos décisions, en tout temps, vous devez faire preuve de bon sens. Le bon sens contribue à désamorcer une situation et à présenter des propositions raisonnables.

IMPARTIALITÉ

L'impartialité est le mot d'ordre "par excellence" de tout processus de paix, même s'il est parfois très difficile de rester impartial – nous avons tous nos sympathies et nos antipathies, mais sachez que votre crédibilité est en jeu si vous ne respectez pas le principe d'impartialité.

CRÉDIBILITÉ

La crédibilité est l'autre mot-clé étroitement lié à l'intégrité; vos interlocuteurs ont besoin de savoir que ce que vous leur dites lors de vos réunions, ce que vous pensez et ce que vous allez faire. Et s'ils vous font confiance en vous disant quelque chose en dehors des réunions officielles, vous devez honorer leur confiance et ne pas les trahir. Parfois, ils le font exprès juste pour vous tester! S'en tenir à la vérité toute simple: vos homologues dans tout processus de paix sont beaucoup mieux informés que vous, ils savent beaucoup plus que vous sur l'histoire du conflit et sur leurs homologues de l'autre bord. Et ils savent – et très vite – tout sur vous. Ne les trompez jamais. Cela risquerait de porter ombrage à votre mission dans tout processus de paix.



PERSISTANCE ET COHÉRENCE

Si vous voulez réaliser quelque chose dans un processus de paix, il vous faut faire preuve de persistance et de cohérence, mais sans fanatisme. Le fanatisme est, de toute manière, absolument interdit! Ne vous laissez pas distraire. Vous devez être persévérante et concentrée dans votre travail, mais dans le même temps, modeste et raisonnable. Ne criez jamais victoire quand vous avez réussi à gagner une bataille – dans un processus de paix, tout est toujours fragile!

INTUITION

L'intuition est un outil précieux dans tout processus de paix. Les femmes peuvent sur ce point avoir un avantage sur les hommes, si elles sentent que leur interlocuteur est honnête ou non dans ce qu'il propose, cela peut aider. Une femme peut ressentir s'il est dangereux que ses soldats de la paix prennent une route plutôt qu'une autre, simplement parce qu'elle peut par nature être plus prudente ou prendre moins de risques. Bien sûr, l'intuition ne suffit pas, vous devez également être en mesure d'écouter les bons conseils. Vous devez avoir un sens aigu du moment idoine pour agir, et quand ce n'est pas le moment. Cela peut vous sauver la vie ou celle des membres de votre mission! L'intuition peut aussi signifier que vous comprenez les préoccupations de vos homologues dans le processus de paix; elle suggère le respect, ce qui est toujours utile.

RÉSISTANCE ET ENDURANCE

Il est rare que les opérations de paix soient menées dans un environnement normal; votre capacité à faire facilement face à un environnement difficile, à des personnes difficiles et des tâches difficiles déterminera finalement si vous êtes vraiment en mesure de faire face à votre travail. Vous avez aussi besoin d'être en bonne condition physique, d'avoir un esprit sain et une bonne santé mentale et émotionnelle. Les missions de paix mettent à rude épreuve; elles prennent vraiment toute votre force.



COMPÉTENCE

Pour être prise au sérieux en tant que femme en position de leadership, il faut être compétente et montrer que vous en savez autant - voire plus - que vos collègues masculins.



3

RESPONSABILITÉ

Un autre mot-clé sur ma liste est celui de responsabilité; sachez que vous aurez besoin de rendre des comptes à chaque étape, ne pas tricher, sur le long terme, cela ne fonctionne pas.

DÉTERMINATION

En tant que chef de mission, vous devez aussi avoir une volonté suffisante pour prendre des décisions qui tiennent compte de tous les risques et dangers encourus. Cela peut aussi signifier que vous faites des erreurs – et que vous devez par conséquent assumer la responsabilité de votre décision. Dans un processus de paix, aucune solution n'est facile! Un de mes collègues d'une mission des Nations Unies avait envoyé un hélicoptère dans une zone particulièrement dangereuse dans le strict respect de son mandat. Une partie au conflit l'avait averti de l'imminence du danger, mais il pensait qu'il devait se conformer à son mandat, l'hélicoptère a été abattu avec les Casques bleus à bord, personne n'a survécu. Il est difficile de continuer à vivre et à travailler après pareil désastre!

PATIENCE

Dans les négociations de paix, vous devez également faire preuve d'une infinie patience mais aussi être en mesure de vous détendre et de prendre de la distance par rapport à une situation. Un processus de paix est une entreprise longue et ardue. Dans le conflit en Abkhazie (Géorgie), le maintien d'une stabilité fragile ou du statu quo durant les quatre années que j'ai passées en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU et chef de mission a été un défi constant et un effort énorme, et pourtant, pour le monde extérieur, cela semblait presque rien! "Qu'avez-vous accompli?" Telle était généralement la question posée par les journalistes lorsque vous rentriez dans votre pays. "Eh bien, nous avons réussi à maintenir la stabilité et à éviter qu'une guerre ne se reproduise", et j'entendais en réponse: "Pas grand-chose, n'est-ce pas?" Si ces journalistes savaient ce que cela implique en termes de vigilance ou d'infinie patience et de volonté constante, de parler à tout le monde, à tout moment du jour ou de la nuit, d'aller dans des endroits où se produisent des embuscades et des attaques la nuit, et de voir des choses parfois horribles, ils auraient changé d'attitude. Mais un statu quo ou une stabilité fragile signifie "pas de nouvelles"; cette attitude superficielle n'a changé que lorsqu'à la surprise de bon nombre, la guerre en Géorgie a éclaté en août 2008!

FLEXIBILITÉ

Dans les missions de paix, il faut être incroyablement flexible. Cela vaut aussi bien pour les conditions de vie, qui sont souvent plutôt précaires, que pour les environnements politiques et de sécurité en constante évolution. Il faut s'adapter rapidement à toute situation nouvelle et la dominer tout de suite.

CAPACITÉ D'ÉCOUTE

Dans une mission de paix, vous devez aussi être en mesure d'écouter. Parler à tout le monde, écouter tout le monde et traiter tout le monde sur un pied d'égalité, même si vous préférez quelquefois ne pas agir de la sorte. Et ne pas accepter les critiques de quelqu'un qui vous accuse de rencontrer x, y ou z qui sont "des méchants". Dans un contexte de conflit, c'est votre privilège, mais aussi votre devoir, par souci d'objectivité et d'impartialité, de voir tous les interlocuteurs et de leur parler. N'oubliez pas, le perdant d'aujourd'hui peut être le gagnant de demain.



4

MOTIVER SON ÉQUIPE

En tant que chef d'une mission de paix, vous devez faire travailler votre équipe. Il n'y a pas d'équipe idéale; les membres d'une mission sont des êtres humains, et on trouve partout jalousie, incompétence, mauvaise volonté etc. En tant que leader, vous devez motiver vos collaborateurs afin qu'ils donnent d'eux-mêmes et fassent de leur mieux. Une force et un courage dignes de Salomon sont nécessaires. Et il faut beaucoup d'énergie. Comme le dit à juste titre un proverbe russe "Les chiens aboient, la caravane passe!"

PAS TROP DE ZÈLE

Donc, ne soyez pas trop zélé: “surtout, pas trop de zèle!” comme aurait dit le philosophe français Talleyrand. Vous risquez de prendre des risques inutiles si vous êtes trop ambitieux.



5

Lorsqu'on s'engage dans une mission de maintien de la paix, il est absolument capital d'avoir le sens de l'empathie et de l'humain. Cela peut paraître dérisoire, mais non, bien au contraire. Il est préférable de ne pas s'engager dans des conflits où les gens ont beaucoup souffert, si vous n'êtes pas en mesure d'éprouver un véritable respect et un sentiment profond de compassion à l'égard de ceux qui ont vécu l'enfer et très souvent continuent de souffrir.

Toute personne qui s'engage dans une telle mission doit clarifier pour elle-même les points suivants: que suis-je capable d'endurer dans un contexte de conflit? Bon nombre des problèmes qui surgissent au cours des missions résultent du fait que ce point n'a jamais été vraiment clarifié auparavant. Qui dit “opération de paix”, dit responsabilité; vous devez décider si vous pouvez vivre avec une telle responsabilité. Qu'est-ce que cela veut dire exactement? Des victimes, des prises d'otages, des attaques et des embuscades à votre rencontre ou contre les membres de votre mission sont une réalité constante – elles ont bien lieu. Et vivre avec n'est pas facile.

Lorsque vous vous trouvez dans une position de leader dans une mission de paix, vous devez toujours prendre en considération que le pire des scénarios peut arriver et qu'il faut y être préparé:

DONNER LE TON

Sachez que toute personne en position de leader, et surtout une femme en position de leader dans une mission de paix, est en permanence très observée: De quoi avez-vous l'air? (souriante? fatiguée? nerveuse? détendue? inquiète?). Comment êtes-vous habillée? (l'aspect vestimentaire est généralement impitoyable, surtout de la part d'autres femmes) et comment réagissez-vous dans des situations critiques ou dangereuses? Vous devez en permanence faire preuve de confiance en vous et de maîtrise de soi; si vous donnez le ton, les autres l'accepteront et vous suivront.

Srebrenica, Rwanda, Somalie, Darfour, Libéria, Congo, Ossétie du Sud et bien d'autres se sont produits et continuent de se produire!!! Il est possible que le pire des cas ne se produise jamais pendant que vous êtes en mission, mais si vous comptez sur la chance, vous êtes mal partie. Cela peut marcher maintes fois, mais vous devez être prête.

Ce qui m'a personnellement aidée, c'est la discipline. La discipline comme art de vivre. Bien sûr, vous devez prendre votre tâche au sérieux. Mais prendre du temps pour vous-même: dormir suffisamment, même si cela n'est pas toujours facile, bien manger, faire régulièrement de l'exercice, et surtout, ne pas perdre le contact avec la culture et la nature – sources inépuisables de détente et d'équilibre. Ce qui a été très utile pour moi dans mes missions parfois difficiles, c'est d'avoir une devise personnelle ou une ferme conviction. La mienne est: “ne jamais abdiquer”!

Permettez-moi de conclure avec un mot de sagesse de Friedrich Dürrenmatt, un de mes écrivains suisses préférés: “Il faut toujours continuer à se représenter le monde, tel qu'il serait sous son aspect le plus raisonnable”.

—
Mme Heidi Tagliavini, diplomate suisse depuis 30 ans, a mené de nombreuses missions bilatérales et multilatérales, principalement dans l'ex-Union soviétique et les Balkans. Elle a dirigé des mis-

APPRENDRE À SE CONNAÎTRE

Et autre point très important: si vous vous engagez dans des missions de paix, vous devez connaître vos points faibles et vos points forts, en d'autres termes, vous devez être en mesure de vous regarder dans le miroir sans avoir peur de ce qu'il vous renvoie; sinon, vos homologues dans le conflit ne seront que trop heureux de vous présenter le miroir – et généralement pas à votre avantage.



6

sions de paix pour l'OSCE et l'ONU. En 2008, le Conseil de l'UE l'a nommée pour diriger la mission d'enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie. Elle a récemment été élue membre du Comité international de la Croix-Rouge. Elle détient des doctorats honorifiques des universités de Bâle et de Berne. Elle est actuellement à la tête de la mission de l'OSCE/BIDDH d'observation des élections en Arménie.

Heidi Tagliavini

Le rapport sur la mission d'enquête indépendante internationale sur le conflit en Géorgie, publié en septembre 2009 peut être consulté à l'adresse www.ceig.ch.

The Caucasus – Defense of the Future, Twenty-Four Writers in Search of Peace, ed. Représentant pour la liberté des médias, Freimut Duve et Heidi Tagliavini, Folio Verlag Vienna - Bolzano, 2001 (anglais, allemand, russe)

Zeichen der Zerstörung: Der andere Blick: Reminiscenzen aus Tschetschenien (Benteli, 1998) (en allemand – album de photos de Tchétchénie)

En tant que chef de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) 2002–2006:

1. Lors de la réunion hebdomadaire quadripartite avec les forces russes de maintien de la paix
2. En patrouille sur le terrain du côté abkhaze de la zone de conflit
3. Lors d'une cérémonie commémorative après le meurtre de plusieurs miliciens dans un

village géorgien

4. Une conférence de presse au siège de la MONUG à Tbilissi après des négociations
5. En attendant des délégations pour des négociations au quartier général de la MONUG dans le secteur de Zougdid
6. Président des négociations entre les parties géorgienne et abkhaze

(Photos: MONUG)

20 ans de Haut Commissaire pour les minorités nationales

Une institution novatrice qui n'a rien perdu de sa valeur

John Packer

L'histoire de la création et de l'évolution de l'institution de Haut Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales (HCMN) a été maintes fois relatée. Il ne fait aucun doute qu'en 1992, il était assez novateur et audacieux de confier à une seule personne, possédant certes une riche expérience et dotée d'une très haute intégrité, la mission de dialoguer directement avec et au sein des États et de traiter de situations de conflit inter-ethnique qui, de son avis, constituent une menace pour la paix et la stabilité internationales. On peut dire que c'est le contexte immédiat de l'après-guerre froide en Europe qui a permis cette innovation institutionnelle. En tout état de cause, la nature de l'engagement initial du HCMN, et les modalités prescrites, en font un instrument dont le bilan est positif. En effet, le Haut Commissaire a inspiré d'autres à prendre modèle sur son approche

(même si le mandat n'est pas tout à fait le même) – démontrant le vieil adage que l'imitation est le plus beau signe de reconnaissance.

Bilan

On peut dire que la principale réalisation du Haut Commissaire est bien celle d'exister. Aucune institution de relations internationales ne bénéficie d'un mandat comparable avec en fait le pouvoir préétabli de dialoguer directement avec les acteurs étatiques et non étatiques dans tous les États participants de l'OSCE. Ce droit très intrusif est associé à des obligations de diligence et de conduite, notamment de discrétion et de confidentialité. Mais cette formule aurait pu rester lettre morte. Son application aurait pu s'arrêter à la fonction d'alerte précoce imaginée au départ. Au lieu de cela, l'expérience et la créativité du premier Haut Commissaire, Max van de Stoel

des Pays-Bas, ont contribué à modeler l'approche du mandat et des situations qu'il a traitées pour devenir une pratique établie: un type de diplomatie spécifique, préventive et discrète. Le Haut Commissaire a pour but non seulement d'éviter ou de stopper des incidents violents et des amalgames possibles susceptibles d'entraîner la guerre, mais de faciliter le règlement ou la gestion pacifique des problèmes sous-jacents et de persuader les parties à ne pas rechercher le conflit mais à tendre vers la paix durable et la prospérité.

Il est évident que le Haut Commissaire ne dispose pas d'outils lui permettant de recourir à la force ou d'attribuer une récompense matérielle, il s'appuie donc sur l'analyse, l'argumentation et la persuasion. Une connaissance fine et le recours à la diplomatie multilatérale, au droit comparé et au droit international, aux structures et aux modalités de la

gouvernance, à la psychologie individuelle et sociale et à une variété de relations humaines sont les ressources dont dispose le Haut Commissaire dans une situation concrète. La précision, le tact et la vivacité sont les caractéristiques majeures d'un travail efficace.

Le Haut Commissaire a été qualifié "d'intermédiaire normatif" (par le chercheur Steven Ratner, voir plus loin). Il aide les gouvernements et les pouvoirs publics à mieux comprendre leurs obligations et leurs responsabilités, et aide les personnes et les communautés concernées à connaître leurs droits et devoirs (et leurs limites). Il les aide à négocier des arrangements appropriés – un *modus vivendi*.

Pour une telle institution, le fait d'avoir effectivement sauvé des vies et des moyens de subsistance, même dans une seule et unique situation est déjà une réalisation. Les trois Hauts Commissaires, Rolf Ekéus (Suède) et actuellement Knut Vollebaek (Norvège) s'appuient sur le travail de pionnier réalisé par van der Stoep – et ils ont réussi, avec une équipe relativement petite, à être efficaces dans de nombreuses situations en même temps. À ma connaissance, aucune comptabilité n'a été menée sur toutes les politiques, lois (constitutions), programmes et pratiques qui ont inspiré en 20 ans les trois Hauts Commissaires et qu'ils ont été amenés à réformer ou abroger, soutenir, financer ou influencer d'une autre manière. Mais il y en a eu beaucoup dans de nombreux, très nombreux États participants. On peut mesurer le travail accompli à l'aune de la stabilité qui prévaut pour le plus grand profit des communautés touchées et des plus vastes populations. En une vingtaine d'années et sur des dizaines de situations, deux ou trois ont peut-être échoué et dégénéré en une certaine violence organisée – mais chaque fois elle a été contrôlée.

Les trois Hauts Commissaires ont également contribué à d'importantes recommandations générales qui distillent et synthétisent les éléments essentiels des obligations internationales, des engagements politiques et des bonnes pratiques de gouvernance

dans les domaines de la réglementation publique et des activités, notamment dans les domaines de l'éducation, de l'usage des langues, de la participation politique, de la police, du soutien transfrontière des communautés ethniques et de la cohésion sociale. Ils ont créé un corpus de documents de référence, disponibles dans de nombreuses langues et qui constituent le cadre le plus élaboré et progressif d'une gestion pacifique de la diversité et des relations inter-ethniques.

Les idées et les conseils des Hauts Commissaires ont influencé toute une génération d'autorités gouvernementales, de parlementaires, de juristes, ainsi que des chefs et défenseurs communautaires. Ils ont contribué à l'élaboration d'une sorte de politique normative, délibérative et pacifique. Il faut toutefois sans cesse la cultiver et l'adapter aux conditions changeantes ainsi qu'à l'évolution des besoins, des intérêts et des aspirations.

L'avenir

Les conflits inter-ethniques qui ont marqué les transitions historiques des années 1990 sont derrière nous. Pourtant, malgré l'intégration européenne, une tension persiste dans les relations interethniques et inter-étatiques – non seulement sur des questions de concurrence pour les ressources, le pouvoir ou le prestige, mais aussi dans les affrontements entre identités et visions nationales. Avec l'euphorie de l'ère de la post-guerre froide désormais consignée dans les livres d'histoire, le Haut Commissaire travaille dans un contexte socio-économique difficile. La résurgence du nationalisme dans ses formes extrêmes d'exclusion, est une menace toujours potentielle. Des préjugés enracinés et des haines viscérales existent et offrent matière à exploitation à des dirigeants et entrepreneurs ethniques sans scrupules et irresponsables. Dans une conjoncture économique difficile, l'attrait de ces idées et attitudes sombres risque de se développer. La technologie moderne, les médias sociaux notamment, tout en rendant nos sociétés plus libres et

plus transparentes, risquent également de propager l'incitation à la discrimination, à la haine et à l'hostilité. En outre, ils pénètrent dans les espaces publics que les sociétés libres convoient, ouvrant la porte à une politique toxique qui prend racine et sape la cohésion sociale et la stabilité.

De nombreux gouvernements ont du mal à faire face à ces menaces, et certains même y contribuent. Les démocraties émergentes ou établies ont été confrontées à des problèmes d'apathie et de désillusion auprès des citoyens, et la méfiance envers l'État a entraîné des mouvements populaires – certains positifs et d'autres non. Le monde semble toujours plus complexe et incertain. Les migrations, les immigrations, et les changements sociaux sont omniprésents et risquent de s'intensifier. En effet, il ne s'agit pas de la description d'une transition historique dans une seule partie de la région de l'OSCE, mais cette situation semble être générale. Tous les États participants de l'OSCE ont besoin d'aide pour relever ces défis par une meilleure gouvernance et coopération et c'est sans doute ce qui a inspiré la récente publication de Knut Vollebaek sur les Lignes directrices de Ljubljana sur l'intégration de sociétés diversifiées – qui sont d'une grande pertinence pour tous les États participants. Et l'intention qu'il a annoncée de relever les défis de la citoyenneté contemporaine est encore plus courageuse et importante pour les générations à venir.

L'approche du HCMN comme instrument de prévention des conflits au stade le plus précoce est plus pertinente que jamais. Les attributs de cette approche – proactivité plutôt que réactivité, au moyen de contacts directs et de relations établis dans la discrétion et en toute confiance – resteront vitaux. Le HCMN continuera d'avoir à "être là" – physiquement sur les lieux où se produisent les tensions, et en pleine forme intellectuelle. Cela exige analyse continue et tact. Cela exige un engagement à plusieurs niveaux. Et, bien sûr, les ressources humaines et matérielles requises pour le poste, et un leadership

empreint de courage et de diplomatie pour chercher et trouver.

Une importante étude comparative menée récemment sur des travaux similaires dans le cadre des Nations Unies, de l'Organisation des États américains et des institutions du Commonwealth, et publiée par Eileen Babbitt dans un numéro spécial de *International Negotiation*, montre que l'institution de Haut Commissaire est non seulement une innovation, mais reste l'étalon-or de la prévention et de la diplomatie discrète. Cela ne changera probablement pas dans un avenir proche. L'OSCE devrait se réjouir d'avoir pu tirer profit de sa prévoyance et des travaux en cours du Haut Commissaire.

—
John Packer est l'expert "Constitutions" de l'équipe de réserve de spécialistes de la médiation rattachés au Département des affaires politiques des Nations Unies. De 1995 à 2000, il a été conseiller juridique principal auprès du premier Haut Commissaire, puis premier directeur au Bureau du Haut Commissaire jusqu'au printemps 2004. Il a servi sous les deux premiers Hauts Commissaires et a conseillé également le troisième et actuel Haut Commissaire.

Les trois Hauts Commissaires pour les minorités nationales.

De gauche à droite Max van der Stoep† (1er janvier 1993 au 30 juin 2001); Knut Vollebaek (1er juillet 2007 à nos jours); Rolf Ekéus (1er juillet 2001 au 30 juin 2007)

Pour en savoir plus!

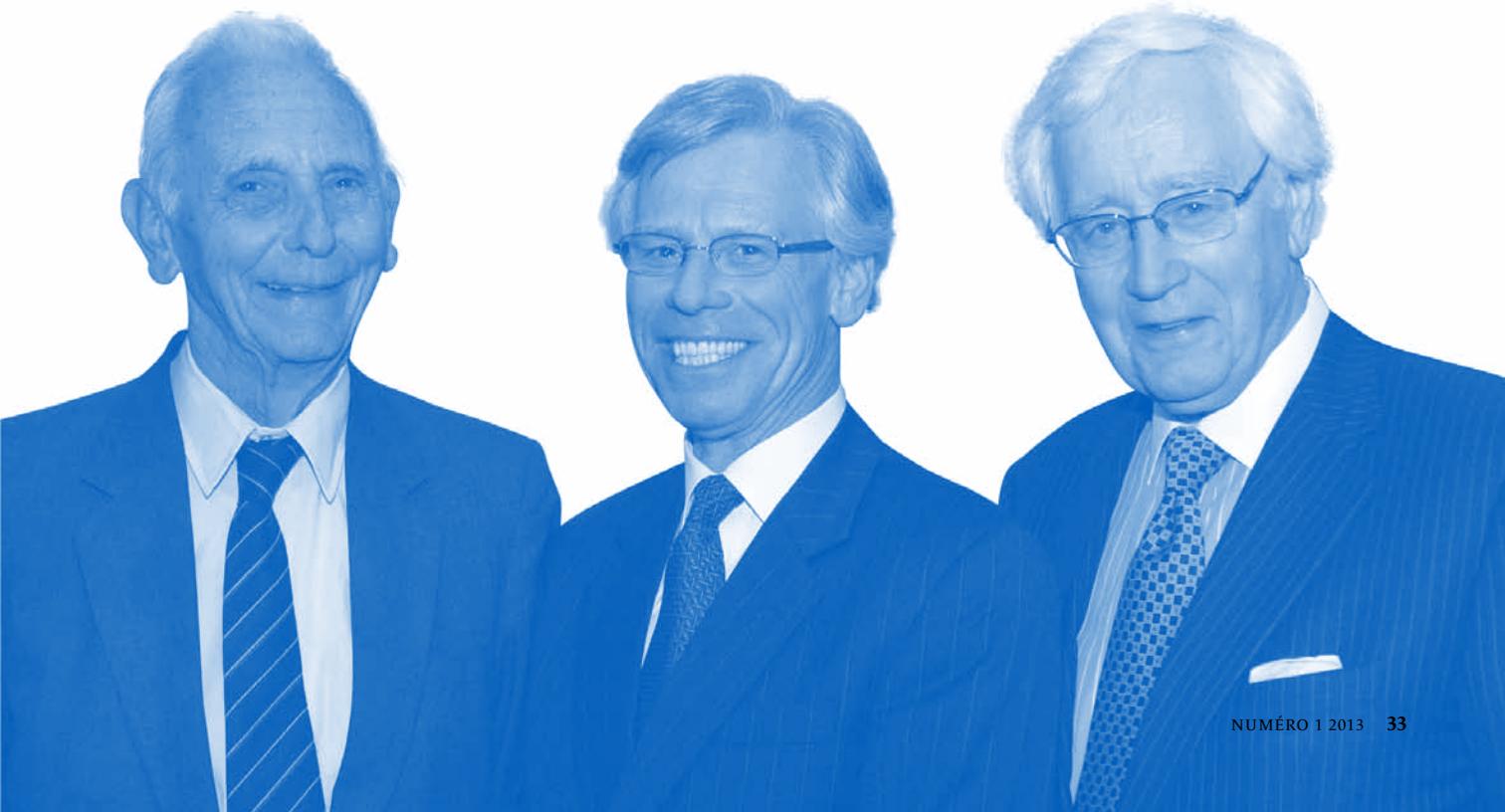
International Negotiation: Preventive Diplomacy: Mediation by Intergovernmental Organizations (Volume 17, Number 3, 2012).

Ce numéro spécial de *International Negotiation* contient l'étude comparative "Preventive Diplomacy by Intergovernmental Organizations: Learning from Practice" par Eileen Babbitt, suivie d'études de cas individuels. "La prévention est la plus durable lorsque la relation entre les groupes non seulement s'améliore, mais s'inscrit également dans les lois et/ou institutions nationales qui garantissent son maintien. La valeur de l'approche du HCMN, contrairement à celle d'autres organisations intergouvernementales, réside dans son engagement à catalyser ces changements dans des lois et institutions, en aidant les pays à traduire dans la réalité des valeurs abstraites, et à rester engagés sur une longue période pour soutenir ces changements", conclut Babbitt.

Olivier Brenninkmeijer, *The OSCE High Commissioner on National Minorities: Negotiating the 1992 Conflict Prevention Mandate* (HEI, 2005). Cette étude retrace l'histoire de la création et de la mise en place rapide du HCMN.

Centre de recherche sur l'OSCE (CORE) à l'Institut de recherche sur la paix et la politique de sécurité de l'Université de Hambourg (IFSH), *On the Effectiveness of the OSCE Minority Regime*. Une série d'études approfondies sur les travaux du HCMN dans des situations spécifiques.

Steven R. Ratner, "Does International Law Matter in Preventing Ethnic Conflict?" in: *NYU Journal of International Law and Politics*, Volume 32, Number 3, 2000, pp. 591-698 at 668-684.





*Entretien avec Knut Vollebaek, Haut
Commissaire pour les minorités
nationales (Dublin, 7 décembre 2012)*

Ursula Froese

Diplomatie discrète, non silencieuse

“Sans la diplomatie discrète,
beaucoup de conflits potentiels
n’auraient pas été réglés.”

Photos OSCE



Ursula Froese:
Le mois dernier,
vous avez fait pa-
raître les lignes
directrices de

**Ljubljana sur l'intégration des sociétés diversi-
fiées. Qu'attendez-vous des États participants?**

Knut Vollebaek: J'espère, bien sûr, qu'ils vont les lire et essayer de les utiliser. Ce que nous avons essayé, c'est d'avoir des lignes directrices concrètes. Nous nous sommes demandé en quoi notre expérience institutionnelle nous permet-elle d'apporter une contribution sur la manière de mettre l'intégration en œuvre dans la pratique. Les recommandations sont pertinentes pour l'ensemble de nos sociétés, au nord, au sud, à l'est et à l'ouest de Vienne.

Bien sûr, il n'existe pas de formule universellement applicable, les modalités de leur application vont être différentes d'un contexte à l'autre. Ce que nous cherchons aujourd'hui à faire, c'est de les présenter à l'échelon national aux États, et aussi au niveau régional, parce qu'elles peuvent aussi avoir un effet au niveau de la région, ainsi qu'à l'échelon local, parce que bon nombre des recommandations devront être mises en œuvre par les autorités locales.

Vous travaillez principalement dans les coulisses, en pratiquant la dite diplomatie silencieuse – comment fonctionne-t-elle dans la pratique?

Cela ne signifie pas que je chuchote ou que je suis muet. Cela signifie que ni mon nom ni l'institution ne sont pointés du doigt.

Comme vous le savez, cela vient de mon mandat. C'est une institution tout à fait unique, elle a été créée dans une période très difficile de l'histoire européenne, durant les guerres dans les Balkans, et son mandat est très fort. Je peux intervenir à ma discrétion. Cependant, je dois travailler dans la confiance.

La diplomatie discrète est, selon moi, très utile, puisque la plupart des problèmes dont je suis saisi sont très sensibles, tant au niveau international que dans la politique locale. Le fait de savoir que ces problèmes ne seront pas immédiatement exposés à la critique publique permet souvent aux autorités d'avoir la confiance nécessaire pour aller un peu plus loin qu'elles ne l'auraient fait autrement. Quand je fais une suggestion, elles diront plus facilement "OK, essayons!" Si c'est un échec, alors c'est un échec, mais si c'est un succès, elles peuvent à tout moment dire: "Oui, nous avons travaillé avec le Haut Commissaire, nous nous

félicitons des résultats obtenus et nous avons atteint tel ou tel objectif."

La diplomatie discrète est également utile puisque de par mon mandat je dois intervenir rapidement, avant qu'un conflit n'éclate. Je travaille avec les autorités pour éviter que les tensions soient exacerbées et posent problème. Sans diplomatie discrète, beaucoup de conflits potentiels n'auraient pas été réglés. Je pense que bon nombre auraient dit: "Non, nous n'allons pas agir sur tel incident ou telle tendance parce que les gens pourraient avoir des soupçons et penser que la situation est beaucoup plus grave qu'elle ne l'est." Avec l'expérience amère de la politique internationale, nous arrivons très souvent trop tard pour agir sur les conflits interethniques. Les responsables politiques et les organisations internationales sont beaucoup plus réactifs que proactifs. Le poste de Haut Commissaire a été créé comme institution dynamique, or pour être proactif, il faut pouvoir travailler en toute confiance grâce à la diplomatie silencieuse ou discrète. Je pense que le qualificatif "discrète" est un meilleur terme, parce que nous ne sommes pas vraiment silencieux. Travailler en toute confiance signifie que je ne fais pas beaucoup de bruit, et c'est utile.

Comment la crise économique affecte-t-elle la situation des minorités nationales?

Nous assistons à une tendance malheureuse à l'époque actuelle, à un regain du nationalisme. Plusieurs raisons peuvent expliquer cela. Les gens sont à la recherche de leurs racines et se sentent sur la défensive au sujet de leur identité, de leur culture, de leurs valeurs fondamentales.

Je crois néanmoins que cette situation est antérieure à la crise financière. Si vous regardez les pays qui ne sont pas touchés par la crise financière, vous constaterez les mêmes phénomènes. Dans le même temps, je pense que ces tendances sont exacerbées par la crise. De nos jours, nous sommes davantage enclins à chercher des responsables lorsque quelque chose ne fonctionne pas correctement. Or un groupe minoritaire est une cible facile.

Une organisation comme l'OSCE doit être très consciente des tendances à la xénophobie, au nationalisme et à la discrimination qui affectent la plupart de nos sociétés et nous devons y faire face si nous voulons éviter qu'elle ne devienne une menace réelle pour nous.

Ici, je voudrais revenir sur les lignes directrices de Ljubljana. L'un des aspects importants de la prévention des conflits entre groupes ethniques

est de faire en sorte que toutes les parties prenantes sentent qu'elles ont leur mot à dire sur leur société, s'aperçoivent qu'elles sont incluses et non exclues. Si je n'ai pas de place dans la société, je suis mécontent, et je peux devenir dangereux et être une menace pour la société dont je suis exclu.

Dans certains pays, on assiste à l'émergence d'un mouvement qui vise à définir l'État en termes ethniques. Cela peut-être compréhensible, au regard de l'histoire. Je pense néanmoins que c'est très dangereux. Il n'existe plus de pays mono-ethniques ou homogènes dans le monde. Les gouvernements devraient adopter une approche très ouverte et dire: "quelle que soit votre origine ethnique, vous êtes mon citoyen, je prendrai soin de vous, j'ai contracté cette obligation en tant qu'État". C'est la meilleure prévention contre les tensions interethniques. Et les gouvernements pourraient alors ajouter: "Mais vous, en tant que citoyen, vous avez l'obligation de participer à la société."

Comment pouvez-vous essayer de persuader les gens qu'ils devraient intégrer les minorités et que la diversité est une force?

Nous avons un slogan au bureau: "L'intégration dans le respect de la diversité". Quand il s'agit de la langue, de la culture, de la religion par exemple, quand vous avez une identité, elle devrait être respectée, et vous devriez être autorisé à la garder. La plupart d'entre nous ont de multiples identités concomitantes. Dans la pratique, l'expérience montre que l'on ne peut pas forcer quelqu'un à une assimilation permanente. Sous un régime autoritaire, vous pouvez certainement être assimilés pendant un certain temps. Mais si je regarde certains pays que j'ai visités, et ne serait-ce que les pays issus de l'ex-Union soviétique, où les gens pendant l'époque stalinienne étaient plus ou moins forcés de devenir des homo sovieticus, ils ont toujours gardé leur identité. J'ai rencontré des gens qui, même après une centaine d'années d'efforts pour les assimiler, ont toujours conservé leur culture de par leurs grands-mères par exemple, et ont enseigné aux nouvelles générations leur religion, leur langue et leur culture. Ainsi, vous pouvez supprimer l'identité pendant un certain temps, mais vous ne pouvez pas vraiment forcer l'assimilation.

C'est aussi le message que j'adresse aux gouvernements: si vous souhaitez créer un État unifié, vous ne pouvez pas le faire en forçant les gens à devenir identiques. Vous n'y réussirez pas, cela créera des conflits et sera potentiellement très dangereux. Vous devez plutôt faire preuve de

respect à l'égard des différents groupes et leur donner la possibilité de conserver leurs traditions et leurs cultures différentes, et dans le même temps leur faciliter l'accès à la culture majoritaire de la société, par la langue, par l'éducation. L'éducation est fondamentale ici.

Les écoles sont au centre de bon nombre de conflits et de tensions que vous avez abordés dans votre récent rapport au Conseil permanent; dans le même temps, vous avez souligné à plusieurs reprises que l'éducation est la clé de l'intégration des minorités. Quel est votre conseil en matière d'éducation?

L'éducation est un outil, une possibilité d'intégration, et c'est aussi un scénario de conflit. La politique en matière d'éducation est de ce fait capitale. Tout d'abord, je pense qu'il est important d'offrir aux enfants une éducation de qualité. Ce n'est, bien sûr, pas facile. Cela nécessite des ressources financières, mais cela dépend aussi des priorités qu'on se fixe et de ce qu'on entend par une bonne éducation. Il faut prendre au sérieux les parents, les enseignants et les étudiants, et travailler également avec la communauté locale sur l'éducation - en particulier dans les pays qui comptent de denses populations minoritaires dans certaines zones. Si vous avez un gouvernement central qui impose une politique sans consulter les communautés locales et les parties prenantes, il est rare que cela fonctionne. La même chose vaut pour l'éducation multilingue qui est un outil important pour faciliter l'intégration dans les sociétés multiethniques. Cependant, sans participation adéquate des parties prenantes et sans une formation adéquate des enseignants, cela peut provoquer de fortes réactions négatives, de sorte que lorsque de nouveaux ministres viennent et essaient de suivre cette question, les gens disent: "Oh non, nous avons essayé, ne revenez plus avec cela."

Avant de mettre en œuvre une politique, il faut travailler avec les gens, les écouter, former les enseignants et les parents à parler et à expliquer pourquoi vous faites ce que vous faites. Sinon, vous aurez une réaction négative, ce qui est très difficile à maîtriser.

En Géorgie, nous travaillons sur l'éducation multilingue depuis plus de dix ans. Nous avons connu quelques échecs, mais aussi des succès, avec l'éducation multilingue dans les écoles et aussi pour les fonctionnaires et les enseignants. Par exemple, nous avons mis en place ce que nous appelons des "maisons linguistiques" dans des zones à forte densité



de population arménienne ou azérie, où les enseignants et les fonctionnaires peuvent apprendre la langue officielle. J'ai rencontré des personnes qui m'ont dit que ce cours leur avait permis de garder leur emploi. Lorsque vous entendez cela, vous êtes très heureux. Ce n'est certes pas une révolution, mais un pas vers la bonne voie.

Vous avez annoncé que vous aviez l'intention de vous concentrer sur la question de la nationalité à l'avenir – pourquoi?

La question de la nationalité est difficile et compliquée. Nous avons tous droit à une nationalité. Or, il existe peu de normes internationales sur la double nationalité, par exemple. Dans nos sociétés actuelles, en raison de leur appartenance ethnique, en raison de leur histoire, en raison de la mobilité, les gens peuvent réellement aspirer à avoir plusieurs nationalités, car ils sentent qu'ils appartiennent à plusieurs États. Cela pose quelquefois problème, car les lois diffèrent selon les pays, certaines empêchant les nationalités multiples. Après discussion avec les gouvernements, j'ai réalisé que ce problème était général. Nous aimerions organiser un atelier d'experts sur la signification de la nationalité? Qu'est-ce que cela implique? Quels sont les droits? Quelles sont les obligations? Quelles sont les conséquences d'une nationalité multiple?

En outre, compte tenu de la mobilité actuelle, de la facilité de déplacement d'un pays à l'autre, nous pouvons nous demander: qu'est-ce que cela signifie qu'être un citoyen? Où est ma place? Dans de nombreux pays aujourd'hui, vous pouvez participer aux élections locales, même si vous n'êtes pas ressortissant du pays. C'est aussi une question que nous pouvons discuter: comment peut-on s'assurer que les gens font partie de la société dans laquelle ils vivent, indépendamment de leur nationalité?

Dans votre poste de Haut Commissaire, de quoi êtes-vous rétrospectivement le plus fier?

Je ne dirais pas que je suis fier, mais je suis heureux que l'institution soit considérée comme pertinente. Je suis très heureux quand les gens, les pays et les gouvernements, s'adressent à nous en nous demandant: "Pouvez-vous nous

aider? Cela arrive de plus en plus fréquemment. Aussi, quand je regarde les communautés locales où nous travaillons et vois que les groupes marginalisés, aliénés, s'orientent progressivement vers une participation communautaire, ne serait-ce qu'à un niveau politique très local, peu importe, j'en suis très satisfait; cela montre que notre approche et nos méthodes, le travail que nous accomplissons, ne sont pas vains.

Y-a-t-il quelque chose que vous auriez fait différemment?

Il y a beaucoup de choses que j'aurais faites différemment. Cependant, faire partie d'une institution empêche de commettre beaucoup d'erreurs. Quand je viens avec une idée folle, mes conseillers me disent: "Oui, Monsieur, cette idée a l'air excellente, mais ...", puis sagement ils me suggèrent de continuer à y réfléchir. L'approche globale de notre travail est quelque chose dont je suis vraiment satisfait. Il y a une continuité et nous avons des gens merveilleux qui travaillent ici.

Notre travail s'inscrit dans un processus, nous essayons de passer en revue ce que nous faisons sur une base régulière et de voir les leçons que nous pouvons en tirer. Avec un mandat d'alerte précoce et d'action rapide, le défi est de bien écouter ce qui se passe sur le terrain et les personnes qui suivent vraiment la situation dans les différents pays. C'est aussi une question de capacité. Nous devons de ce fait établir des priorités. Il nous faut donc essayer de déterminer dans quel endroit un conflit risque de se produire afin de pouvoir cibler nos études, notre analyse et nos activités sur ces endroits.

Avez-vous un conseil à donner à votre successeur?

Il faut être très prudent lorsque vous donnez des conseils à votre successeur! Mais une chose que j'ai apprise et que je voudrais partager, c'est qu'il est capital d'être persévérant et cohérent. Ce que nous voyons souvent aujourd'hui en politique internationale, ce sont des personnes qui passent d'une question à l'autre en fonction de la priorité de leur agenda politique. Il nous arrive de ce fait souvent de quitter un lieu avant de remplir notre mission. Ce que nous avons réussi à faire, mes prédécesseurs et moi, c'est de rester sur place. Là où d'autres sont venus puis sont repartis, nous avons persévéré, et c'est primordial, selon moi. Je pense que les gouvernements nous font confiance car ils voient que nous sommes là et restons là. Nous avons l'endurance. C'est important pour être reconnu, mériter la confiance et l'estime.



Drapeaux de l'Union Européenne devant le Centre de congrès de Brdo, lors du lancement des lignes directrices de Ljubljana, Brdo, Slovénie, 7 novembre 2012 (OSCE/Michelle Pirotta)

Recommandations du Haut Commissaire pour les minorités nationales

Recommandations de La Haye concernant les droits des minorités nationales à l'éducation (1996)

Recommandations d'Oslo concernant les droits linguistiques des minorités nationales (1998)

Recommandations de Lund sur la participation effective des minorités nationales à la vie publique (1999)

Lignes directrices relatives à l'utilisation des langues minoritaires dans les médias de radiodiffusion (2003)

Recommandations sur la mission de la police dans les sociétés multi-ethniques (2006)

Recommandations de Bolzano/Bozen sur les minorités nationales dans les relations interétatiques (2008)

Lignes directrices de Ljubljana sur l'intégration des sociétés diversifiées (2012)

Voir aussi: Lignes directrices de Varsovie pour favoriser la participation des minorités nationales au processus électoral (2001), élaborées par le Bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme (BIDDH) à partir des dispositions pertinentes des Recommandations de Lund.

Consulter la page web du Haut Commissaire pour les minorités nationales: www.osce.org/oscehcnm

Lignes directrices de Ljubljana sur l'intégration des sociétés diversifiées, novembre 2012

“Si des sociétés diversifiées n'ont pas de bonnes politiques d'intégration, il existe un risque que différentes communautés, celles qui sont particulièrement larges et territorialement concentrées, se scindent toujours plus, ont peu ou pas d'intérêts communs, et aucun sentiment d'appartenance. Cette séparation en sociétés parallèles et sans lien constitue un danger considérable pour la viabilité et la stabilité d'un État multi-ethnique. Il est possible d'atténuer ce risque par un processus d'intégration bien géré, qui peut avoir un rôle crucial pour empêcher que des tensions ne dégénèrent en conflit, et créer une condition préalable à l'édification d'une société équitable. L'intégration consiste fondamentalement à s'acquitter de responsabilités qui découlent de la souveraineté, du respect des droits de l'homme, en s'inscrivant dans une stratégie de bonne gouvernance et d'efficacité, et en étant intimement liée à la stabilité générale des sociétés pluralistes.

“Les lignes directrices de Ljubljana sur l'intégration des sociétés diversifiées visent à établir cette réflexion et approche. Elles vont au-delà de l'appui de la reconnaissance de la culture, de l'identité et des intérêts politiques des minorités, elles recommandent que les États veillent à ce que la communication et l'interaction soient établies à travers le clivage ethnique. Ces lignes directrices suggèrent que les minorités nationales ne doivent pas seulement bénéficier du droit de participer efficacement à la gouvernance générale de l'État, mais qu'elles soient également encouragées à le faire.”

– Haut Commissaire pour les minorités nationales, introduction aux lignes directrices de Ljubljana sur l'intégration des sociétés diversifiées, novembre 2012

Consulter les lignes directrices à l'adresse: <http://www.osce.org/hcnm/96883>

MOLDAVIE

La force de la diversité

Paula Redondo Alvarez-Palencia

L'une des choses les plus fascinantes de la Moldavie, c'est son caractère multi-ethnique et multilingue. De nombreux groupes ethniques différents vivent ici et de nombreuses langues différentes y sont parlées: roumain, russe, ukrainien, gagaouze et bulgare.

Prenez la ville de Bălți, située dans le nord de la Moldavie, par exemple. C'est la troisième grande ville du pays après Chisinau et Tiraspol, la deuxième en termes d'activité économique. Elle est quelquefois appelée "capitale du Nord" en raison de sa taille et de son importance économique. L'Ambassadeur Jennifer Brush, chef de la Mission de l'OSCE en Moldavie, a visité la ville en octobre dernier pour y rencontrer les autorités et les représentants des communautés juive, polonaise, russe et ukrainienne. La question des minorités nationales, l'usage et le respect de leur langue maternelle, a été l'un des sujets majeurs de ses entretiens avec les autorités. Pour l'Ambassadeur Brush,

"Bălți est un centre important pour la Moldavie, non seulement en raison de son activité économique, mais aussi du fait de son identité multiculturelle et multilinguistique particulière."

La diaspora russe, que l'Ambassadeur a rencontrée, est très active dans la région, ses questions sont importantes pour les russophones du Gouvernement moldave, elle est aussi un pont entre la Moldavie et la Fédération de Russie. Par opposition à Chisinau, Bălți reste un environnement à majorité russophone, et il est peu probable que cela change dans un avenir proche.

Les Ukrainiens constituent la minorité ethnique la plus nombreuse à Bălți, avec plus de 20 pour cent de la population. L'Ambassadeur Brush a rencontré les représentants de cette communauté dans leur centre culturel, du nom du poète ukrainien Taras Chevtchenko, afin de se familiariser avec leurs problèmes. Ils concernent principalement l'éducation, en langue ukrainienne et les mauvaises perspectives économiques qui forcent leur jeunesse, et de nombreux autres Moldaves, à émigrer vers d'autres pays.

La diaspora polonaise a également une présence significative à Bălți. Environ un millier de Polonais y vivaient déjà au début du XIXe siècle. En fait, de par ses liens historiques avec la Pologne, la ville a un nom polonais:

Bielce. Selon l'ambassade de Pologne à Chisinau, la ville compte aujourd'hui plus de 2 000 Polonais de souche dans la République de Moldavie. La plupart d'entre eux ne parlent pas polonais, mais à Bălți ils ont leur propre centre culturel, appelé Dom Polski (Maison polonaise), où ils peuvent suivre des cours de langue et participer à des activités culturelles.

L'Ambassadeur Brush a également visité le cimetière juif, la synagogue locale et le mémorial de l'Holocauste. La présence des Juifs à Bălți fait partie de l'histoire de la ville. Avant la Seconde Guerre mondiale, nous a-t-on dit, près de la moitié des habitants de Bălți étaient juifs, en 1930, il y avait plus de 40 synagogues, pour la plupart détruites pendant la Seconde Guerre mondiale. Très peu restent à Bălți aujourd'hui, l'Holocauste a coûté la vie à environ 20 000 personnes et les survivants ont finalement émigré en Israël et vers d'autres pays. Mais la ville a toujours un centre juif très actif et une petite synagogue.

"La Moldavie est un pays qui se situe au carrefour des civilisations. Ici, les gens ont assisté à la montée et à la chute des civilisations, et chacune de ces civilisations a laissé son empreinte. Cette diversité est la force du pays, une force qui doit être adoptée dans un climat de tolérance et de respect entre les cultures", explique Brush. En



Célébrations de la Journée de l'Europe à Bălți, 9 mai 2011
1 Des jeunes filles à un stand
2 Un groupe de danse régionale exécute des danses traditionnelles moldaves

3 Célébrations de la Journée de l'Europe (OSCE/Veaceslav Balan)



fait, c'est l'une des tâches de la Mission de l'OSCE en Moldavie. De par son mandat, la Mission doit conseiller les autorités moldaves sur les droits de l'homme et de la démocratisation, y compris les droits des minorités et les droits linguistiques. Actuellement, la Mission est engagée dans un dialogue avec le gouvernement de la Moldavie à faire en sorte que la réforme du système éducatif en cours respecte les obligations internationales en matière de droits à l'éducation des

personnes appartenant à des minorités nationales.

Le Haut Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales s'emploie aussi à promouvoir l'intégration des minorités nationales dans la République de Moldavie. Les efforts déployés depuis 2012 ont mis l'accent sur l'appui au développement par le gouvernement moldave d'une stratégie globale d'intégration inspirée par les lignes directrices de Ljubljana sur l'intégration des sociétés diversifiées.

Un élément clé de ce système est l'éducation et son importance en tant qu'instrument d'intégration plutôt que division. Le Haut Commissaire demeure également actif sur la question des écoles utilisant un alphabet latin en Transnistrie.

—
Paula Redondo Alvarez-Palencia est porte-parole de la Mission de l'OSCE en Moldavie..

Pour en savoir plus: www.osce.org/oscemoldova

MOLDAVIE

Une chance de pouvoir communiquer

Bob Deen

L'héritage linguistique de la Moldavie est très complexe de par son histoire, car le pays a été alternativement sous sphères d'influence russe et roumaine dans la région. Même le nom de la langue officielle du pays pose problème et ne fait toujours pas l'objet d'un accord. La Déclaration d'indépendance fait référence à une loi sur la langue "roumaine" tandis que la Constitution parle de langue "moldave", et bon nombre s'y réfèrent simplement comme à la langue d'État. De plus, la langue russe a le statut de "langue de communication interethnique" et est encore largement parlée dans tout le pays.

La question linguistique touche aussi bon nombre de membres de communautés des minorités nationales de Moldavie, qui souvent parlent le russe en plus de leur langue nationale, mais ne maîtrisent quelquefois pas la langue d'État, ce qui constitue un obstacle majeur à leur pleine participation à la société moldave.

Parmi les exemples des efforts menés par le HCMN en vue de promouvoir l'intégration de la société moldave figure un projet lancé en 2005 pour

enseigner la langue d'État aux fonctionnaires dans les zones peuplées par des minorités, comme la Gagaouzie dans le sud de la Moldavie. Durant sept années, plus de 2 900 employés du secteur public ont reçu une formation linguistique à des niveaux de compétence allant du niveau débutant A1 au niveau très avancé C2.

La viabilité et l'appropriation à l'échelon ont été au centre du projet depuis sa création. En mai 2008, les professeurs de langues prenant part au projet se sont enregistrés comme organisme distinct, l'Association nationale des formateurs européens de Moldavie (ANTEM) qui est depuis devenue le principal fournisseur de cours de langues pour adultes dans tout le pays. Elle forme environ 400 professionnels de tous horizons

chaque année, apportant des revenus privés parallèlement au financement du Haut Commissaire.

Les cours de formation sont fortement soutenus par les autorités locales, qui sélectionnent les participants, leur permettent de participer au cours durant les heures de travail et de couvrir une partie des coûts. Durant la phase suivante du projet, le Haut Commissaire engagera un dialogue avec le gouvernement moldave sur le développement d'une politique générale d'intégration de la société. La promotion des compétences linguistiques parmi les fonctionnaires de l'État, financée par le gouvernement, en sera un élément clé.

—
Bob Deen est Conseiller principal au Haut Commissaire pour les minorités nationales à La Haye.



Préparation des formateurs à un nouveau cours dans le cadre du programme de formation des fonctionnaires dans les zones peuplées de minorités de Moldavie (ANTEM)

SERBIE

La police ouvre ses portes

Adi Sinani et Nenad Celarević

L'histoire de la région du Sud-Est de l'Europe a été turbulente, les frontières et les limites des États et des empires s'étant déplacées au fil du temps. La population de la Serbie est de ce fait aujourd'hui extrêmement diversifiée. Les résultats du recensement de 2011 publiés en novembre 2012 montrent que sur un total de 7 187 000 citoyens serbes, plus d'un million d'entre eux appartiennent à une minorité ethnique.

Depuis sa création, la Mission de l'OSCE en Serbie reconnaît la diversité ethnique de la population et coopère étroitement avec le Ministère serbe de l'intérieur afin de promouvoir un service de police qui reflète la

composition multi-ethnique de la Serbie. Son travail, qui s'inspire des Recommandations du Haut Commissaire pour les minorités nationales sur la mission de la police dans les sociétés multi-ethniques, souligne qu'un bon maintien de l'ordre dans les sociétés multi-ethniques dépend de l'établissement d'une relation de confiance entre la police et les minorités. "L'édification d'une démocratie stable dans une société multi-ethnique exige un service de police professionnel qui soit le reflet de la population qu'il dessert", explique Paula Thiede, chef par intérim de la Mission.

Dans le cadre de son engagement sur cette question, la Mission organise des visites pour les jeunes des minorités nationales de diverses régions de la Serbie auprès du centre de formation de base de la police auprès du Ministère serbe de l'intérieur (CFBP) situé à Sremska Kamenica (60 km au nord de Belgrade) pour les encourager à envisager une carrière dans la police. Anciennement haute école de police sur quatre ans établie par le ministère

de l'Intérieur dans les années 1960, le CFBP a été transformé en un centre moderne de formation de base de la police avec l'aide de la Mission en 2007.

Deux cents jeunes recrues potentielles de la police ont visité le Centre de formation au cours des trois dernières années en provenance de toute la Serbie: Albanais du Sud, Bosniaques du Sud-Ouest, Slovaques et Hongrois de la province de Voïvodine, dans le nord et des Roms, Ashkalis et Égyptiens de tout le pays. Elles se familiarisent avec le processus et le programme d'enrôlement, assistent à des conférences, passent des examens pratiques, et s'entretiennent avec les cadets et les officiers de police de service actifs de leurs expériences.

Edip Aliu, un jeune Albanais de souche de Presevo, dans le sud de la Serbie près de la ligne administrative avec le Kosovo, a visité le CFBP du 5 au 7 novembre 2012. Aliu faisait partie d'un groupe de 50 Albanais, Serbes et Roms, tous de la même région. "En



Du terrain

tant que policier, je pourrai contribuer à la sécurité de ma communauté, de ma ville natale et de mon peuple”, a déclaré Aliu. Irmame Maliqi, une jeune femme albanaise de souche, également de Presevo, fait écho à son sentiment: “Ma famille me soutient pour que je devienne agent de police” – un signe encourageant indiquant que la perception de autorités de l’État s’améliore au sein de la communauté albanaise de souche en Serbie.

Avec un financement de 8 000 euros assuré par l’ambassade d’Allemagne, la Mission de l’OSCE a fourni au CFBP 20 licences de logiciels de recrutement multilingue mis au point par la société Creative Softlab et l’Association des psychologues de la Serbie. Le logiciel, déjà utilisé avec succès par le CFBP, permet aux candidats de passer l’examen d’entrée en serbe, hongrois, albanais, slovaque, tchèque, romani, roumain, bulgare ou ruthène.

“Notre objectif est d’encourager davantage de jeunes issus des communautés minoritaires de s’inscrire à notre programme”, a déclaré Biljana Puskar, directrice du Centre. “Leur permettre de passer l’examen d’entrée dans leur langue minoritaire est un élément important pour atteindre cet objectif”.

Adi Sinani est assistant de programme et Nenad Celarević est administrateur de programme recruté sur le plan national par le Département “démocratisation” auprès de la Mission de l’OSCE en Serbie

Pour en savoir plus: www.osce.org/osceserbia

Page précédente
Visite du ministère de l’Intérieur serbe au Centre de formation de base de la police (CFBP) à Sremska Kamenica, 2011 (OSCE / Milan Obradovic)

Cette page, en haut
Un groupe d’étudiants et le personnel de l’OSCE en visite d’étude au CFBP, 6 novembre 2012. (OSCE/Milan Obradovic)

Cette page, en bas
Présentation du logiciel de recrutement multilingue par l’OSCE au CFBP. Le logiciel permet aux candidats de passer les examens d’entrée dans quelque huit langues minoritaires en dehors du serbe. Sremska Kamenica, 6 novembre 2012. (OSCE/Milan Obradovic)



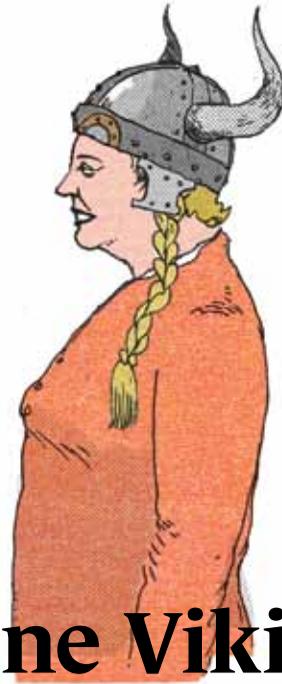
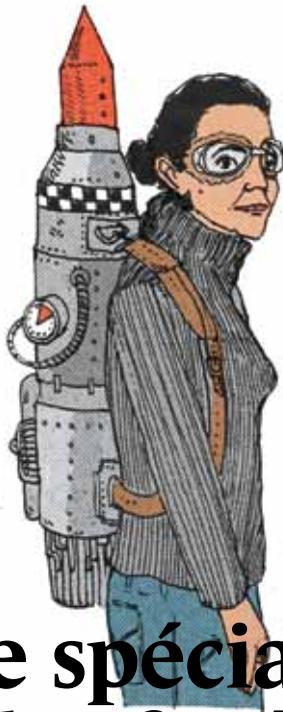


Illustration Paul Jackson

une spécialiste des fusées rencontre entre et une Viking danoise

Karolina Hyza

Les réfugiées et immigrées peuvent ne pas être qualifiées et il peut donc être difficile de leur trouver un emploi et elles risquent de devenir un fardeau pour le système social de leur pays de destination ou de tomber dans les mailles de la pauvreté. Ou bien, elles peuvent être très instruites, un atout potentiel pour le pays de résidence qu'elles ont choisi, mais elles n'arrivent pas encore à entrer sur le marché du travail à cause des barrières sociales ou culturelles.

Tel fut le cas de Désirée, une brillante chercheuse brésilienne qui s'est retrouvée désemparée à Copenhague (Danemark) jusqu'au jour où elle a rencontré Catharina, un mentor dans le cadre du programme novateur géré par KVINFO, le Centre danois pour l'égalité des sexes et la diversité. KVINFO met en contact des réfugiées et immigrées avec des femmes actives sur le marché du travail danois depuis 2002. À ce jour, plus de 6 000 femmes ont participé à ce programme, et le réseau est reconnu comme étant le plus grand de ce genre dans le monde. Le programme a reçu plusieurs prix et a inspiré des initiatives similaires au Danemark et à l'étranger.

L'OSCE lance un projet en janvier 2013, financé à ce jour par la Norvège et l'Autriche, afin de reproduire le modèle KVINFO dans la région de l'OSCE en produisant un manuel et des documents pour sa mise en œuvre. Quand il s'agit de personnes, chaque cas est différent. Le mentorat contribue à donner une certaine sécurité aux personnes prises individuellement. Mais le potentiel de multiplication de ce projet est infini.

Catharina, ethnologue et experte en ressources humaines

Je suis danoise et je vis à Copenhague. Je suis ethnologue de formation, mais je travaille comme partenaire commerciale en ressources humaines auprès de la Société des chemins de fer danois. Une de mes amies m'a dit qu'elle était mentor au KVINFO et que, selon elle, cela pourrait m'intéresser. J'aurais l'occasion de rencontrer des gens intéressants, c'était amusant, et me conviendrait bien étant donné que j'avais vécu à l'étranger et avais une formation universitaire. Alors je me suis dit: "OK, j'irai à l'une des réunions d'introduction du soir et verrai si j'ai quelque chose à offrir". En fait, j'ai compris que je pouvais donner des conseils sur le choix d'une carrière ou la préparation à un entretien d'embauche. Les Danois ont des exigences très particulières sur la manière de se préparer à un entretien d'embauche. Je n'y avais jamais vraiment réfléchi auparavant, ce fut donc une réflexion utile sur mon propre travail. Après j'étais dans le système, rien ne s'est passé jusqu'au jour où j'ai reçu un appel m'annonçant qu'il y avait quelqu'un qui bien que n'étant pas de mon domaine, correspondrait bien. Quand j'ai entendu la première fois parler de Désirée, je me suis dit: "Que puis-je lui apporter? Elle est spécialiste des fusées! De quoi pouvons-nous parler? Elle est sûrement tellement plus intelligente que moi. "Je me suis sentie très intimidée et en même temps très curieuse, je me suis dit: "OK, je m'engage pour elle." Et j'ai rencontré cette personne merveilleuse, Désirée. Une rencontre entre la grande Viking danoise – que je suis – et cette personne brésilienne ouverte. Elle est tout ce que tout le monde aspire réellement à être: calme, mais énergique, et très douée. Comme nous nous en sommes vite rendu compte, tout le monde a besoin de quelqu'un à qui parler, et tout le monde peut tirer profit d'un engagement à un niveau autre que lorsque l'on parle à des amis ou à des membres de la famille.

Avant de rencontrer Désirée, j'avais élaboré des normes pour moi-même en tant que mentor. C'était très clair pour moi que je devais donner des conseils plutôt que des ordres. C'était à Désirée de prendre ses propres décisions. Mon rôle consistait plutôt à chercher à savoir ce qu'elle voulait. À partir de là, je pourrai faire des suggestions sur la manière de bien s'organiser, pour élargir son esprit sur les décisions qu'elle pourrait prendre ou les options qu'elle aurait à choisir. À elle de les suivre ou pas. Désirée a très rapidement compris les choses que je n'avais pas dites, mais probablement signifiées. Nous avons beaucoup parlé de la construction d'un réseau.

Au Brésil, elle avait des facilités de contact, mais au Danemark, elle avait le sentiment qu'il existait une sorte de filtre et qu'elle devait le traverser. Je lui ai conseillé d'utiliser sa personnalité pour ouvrir cette porte, parce qu'elle était différente et qu'elle pouvait l'utiliser à son avantage. Vous pouvez quelquefois vous retrouver dans des situations où vous pouvez avoir besoin de contacter quelqu'un, et vous n'osez pas être présomptueuse, surtout si vous êtes une femme. Parfois vous avez juste besoin de quelqu'un pour qu'il vous donne un coup de pouce, et vous ouvre les yeux sur les possibilités qui sont devant vous.

Désirée a très vite trouvé un emploi de rêve. Mais nous avons convenu de continuer à nous voir. Nous parlons encore des choix de carrière et de l'avenir. Après une année de mentorat, j'ai aussi réfléchi à ma carrière, et à ce que je veux. Ainsi, notre relation est devenue davantage une relation de mentor à mentor qu'une relation de mentor à mentorée. Ce qui est indicible mais vrai, c'est qu'en tant que mentor, vous êtes tout aussi gagnant. Vous avez un aperçu sur votre propre culture, sur vous en tant que personne, en tant que citoyenne, en tant que femme.

Désirée, astrophysicienne

Quand j'étais étudiante de deuxième année en physique à l'Université de Sao Paolo, j'ai un peu travaillé dans un laboratoire qui collaborait avec des scientifiques danois. Un de ces chercheurs danois de niveau post-doctoral était un gars très sympathique et nous sommes tombés amoureux. Quelques mois plus tard, il a dû rentrer au Danemark. J'étais prise par mes études et n'avais pas l'intention de les arrêter, pas même par amour. Mais finalement nous avons décidé que je pouvais transférer mes études au Danemark et achever mon diplôme de physique là-bas. En 2004, deux ans après notre première rencontre, j'ai été acceptée à l'Université de Copenhague.

Je vivais au Danemark depuis quelques années quand j'ai rencontré Catharina. Ma relation avec mon copain n'a pas marché. Mais j'étais devenue étudiante de maîtrise en astronomie à l'Université de Copenhague et ne voulais pas abandonner mes études et rentrer au Brésil. Je n'avais pas le soutien financier du gouvernement contrairement aux étudiants danois, j'ai donc travaillé en parallèle, occupant des emplois non qualifiés, aidant les passagers à l'aéroport ou gardant des enfants, juste pour couvrir mes dépenses.

Puis, une amie brésilienne, qui avait elle aussi déménagé au Danemark pour ses études, m'a dit qu'elle avait tiré grand profit du programme

Catharina et Désirée se sont d'abord rencontrées par l'intermédiaire du programme de mentorat KVINFO en mai 2010 et se voient toujours. En décembre 2012, elles se sont entretenues avec Karolína Hyza, stagiaire à la Section de la presse et de l'information
 Crédit photo: KVINFO



de mentorat KVINFO et m'a recommandé de m'y inscrire. J'étais sur le point de terminer ma maîtrise à l'époque et j'étais angoissée, ne sachant pas si je devais ou non faire mon doctorat, et si je pouvais ou non trouver un emploi. J'ai donc décidé de demander moi aussi à avoir un mentor.

Entretiens, KVINFO m'a contactée, j'étais déjà à mi-chemin dans mes études de doctorat en astrophysique. J'ai rempli le formulaire en ligne sur le site, indiquant que je cherchais quelqu'un ayant une formation universitaire dans un domaine scientifique, mais travaillant dans le secteur industriel, car j'aspirais à avoir une transition avec la vie universitaire et à trouver un poste dans le secteur privé. On n'arrêterait pas de me dire que j'étais très qualifiée et que je n'avais pas besoin d'aide. Mais je n'avais aucune idée de la manière dont je devais m'y prendre pour chercher un emploi si j'avais à le faire. Plus tard, j'ai appris que les personnes de KVINFO avaient eu du mal à trouver quelqu'un qui me convienne. Enfin, j'ai été mise en relation de binôme avec Catharina. On m'a dit que son background était différent de ce que je recherchais, mais qu'elle pourrait peut-être m'aider autrement. Elle n'était pas du tout scientifique. Elle travaillait dans le recrutement.

Je n'oublierai jamais ma première rencontre avec Catharina. Nous nous sommes rencontrées au café-bar Ricco à la station de métro Frederiksberg. Catharina avait un programme établi, ce qui était super. Elle m'a posé des questions pendant deux heures. Elle a réussi à ce que je me sente à l'aise et détendue, tout en étant très professionnelle. Je me souviens à quel point cela m'avait été utile à l'époque. Je venais de passer deux heures avec une spécialiste qui m'a donné des conseils. Combien aurais-je dû normalement payer une consultation

de ce genre, alors que Catharina était prête à le faire gratuitement? Même si nous ne nous étions plus jamais rencontrées, ces deux heures m'auraient rendues heureuse pour le restant de ma vie.

Nous nous sommes rencontrées de nombreuses fois encore, dans ce café, et plus tard dans d'autres cafés. Mon but avec Catharina était d'élargir mon réseau, d'apprendre à connaître des personnes susceptibles de m'aider ou de me donner des conseils. Ce n'est pas que Catharina m'ait présenté à tout le monde ou qu'elle m'ait aidé directement à trouver un emploi. Elle ne m'a pas dit quoi faire. Elle m'a écoutée et m'a donné une opinion honnête et professionnelle. Elle m'a beaucoup soutenue, et c'est capital quand vous manquez de confiance. Catharina était un excellent mentor.

Au bout du compte, j'ai obtenu le poste que je voulais vraiment. Je travaille en tant que chercheur post-doctoral à l'Université technique du Danemark. Donc, je puis dire que le travail en binôme que Catharina et moi avons fait ensemble a changé ma vie. Il m'a permis de rester au Danemark. Les principaux points du mentorat ont porté sur la confiance et le développement personnel. Après chaque réunion avec Catharina, je sortais avec le sentiment que je pouvais obtenir un emploi et faire ce que je voulais. Il y avait tellement de voies ouvertes. C'était très stimulant. Il est bon de parler à un Danois qui sait comment la société fonctionne et d'entendre la véritable opinion d'une personne locale.

Je crois tellement dans le programme KVINFO que je suis devenue moi-même mentor. Maintenant, quand je rencontre Catharina, elle me sert de mentor pour que je devienne moi-même mentor. Je suis très heureuse d'être en mesure de donner en retour ce que j'ai reçu.

Livres ukrainiens de l'année

Le Tango de la mort

(Kharkhov: Folio, 2012)

Yuri Vynnychuk

Livre de l'année 2012 primé par BBC Ukrainian



“C’est un récit sur l’entre-deux guerres et les gens modernes de Lvov, il décrit la richesse de leur caractère, leurs ethnies différentes, l’amour qu’ils partagent pour cette ville. Yuri Vynnychouk parle de la vie, du quotidien, de l’amour entre ces différentes personnes, et de choses tragiques comme l’Holocauste, le décrivant apparemment pour la première fois dans l’histoire de la littérature moderne comme une tragédie du peuple ukrainien, le drame de notre passé. Je pense que ce livre sera capital dans la littérature ukrainienne dans les nombreuses années à venir”, explique Svitlana Pyrkalo, actuellement conseillère en communication à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), initiatrice du Prix du livre il y a huit ans.

Pour la première fois dans l’histoire de ce prix, un prix distinct du meilleur livre pour enfants a été décerné à l’ouvrage intitulé **La société secrète des lâches et des menteurs** (Kiev: Granit, 2012) par Lesya Voronyna.

Les prix littéraires sont présentés par BBC Ukrainian, depuis 2012, en partenariat avec le Programme culturel de la BERD.

Plat national: le borchtch ukrainien



Photo iStock photos

Ingrédients

3 litres d’eau	1 cuillère à soupe de purée de tomates
1 livre de bœuf/macreuse	1 tomate, pelée et râpée
1 betterave, râpée	2 cuillères à soupe d’huile végétale
3 pommes de terre coupées en cubes	1 cuillère à thé de sucre
1 carotte, râpée	Ajouter du sel selon le goût
1 oignon, haché	2 gousses d’ail
un demi-chou moyen, finement haché	3 cuillères à soupe de persil, d’aneth
10 poivres noirs entiers	
3 feuilles de laurier	

Dans une grande casserole, porter l’eau à ébullition. Ajouter le bœuf, trois poivres noirs, laisser mijoter. Ajouter les feuilles de laurier et les pommes de terre.

Dans une poêle, faire chauffer l’huile, ajouter la carotte et l’oignon, chauffer jusqu’à ce qu’ils soient légèrement brunis. Ajouter et bien mélanger la purée de tomates et la tomate; cuire jusqu’à ce que la tomate épaississe un peu. Ajouter une tasse de bouillon, les betteraves, les cuire pour qu’elles soient tendres.

Ajouter le mélange dans la casserole. Ajouter les poivrons noirs restants et le chou, laisser mijoter. Assaisonner avec du sel, du sucre, ajouter l’ail pressé. Garnir de persil et d’aneth.

Servir chaud avec de la crème aigre et du pain noir.

Publications récentes de l'OSCE

The Ljubljana Guidelines on Integration of Diverse Societies. Publication du Haut Commissaire pour les minorités nationales, La Haye

Handbook on Data Collection in support of Money Laundering and Terrorism Financing National Risk Assessments. Publication du Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE, Vienne

OSCE Human Dimension Commitments, third edition. Publication du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, Varsovie

Trial Monitoring: a Reference Manual for Practitioners. Publication du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, Varsovie

Legal Digest of International Fair Trial Rights. Publication du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, Varsovie

Guidelines on Human Rights Education for Law Enforcement Officials. Publication du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, Varsovie

Guidelines on Human Rights Education for Secondary School System. Publication du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, Varsovie

Training Against hate Crimes for Law Enforcement: Programme Description. Publication du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, Varsovie

Creating a Probation Service in the Republic of Armenia: a Baseline Study. Publication du Bureau d'Erevan

Rapports annuels:

Annual Evaluation Report on the Implementation of the 2004 OSCE Action Plan for the Promotion of Gender Equality

Activity Report 2011-2012 of the Office of the Co-ordinator of OSCE Economic and Environmental Activities

Hate Crimes in the OSCE Region: Incidents and Responses. Annual Report for 2011 Publication du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, Varsovie

Combating Trafficking as Modern-Day Slavery: A Matter of Non-Discrimination and Empowerment. Rapport annuel 2012 de la Représentante spéciale et Coordinatrice de l'OSCE en matière de lutte contre la traite des êtres humains, Vienne

Toutes les publications ci-dessus sont disponibles en anglais.

À paraître prochainement

Histoire de la CSCE/de l'OSCE: Témoignages oraux

Neuf entretiens avec des ambassadeurs et hauts fonctionnaires qui ont participé aux premières années de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), précurseur de l'OSCE, de la réalisation de l'Acte final de Helsinki (1972-1975) au début des années 1990. Publié en mars 2013 par le Bureau de Prague, qui abrite les archives de l'OSCE et son programme de chercheurs résidents. Informations complémentaires: alice.nemcova@osce.org

Communauté de sécurité: Votre avis nous intéresse!

Illustration Paul Jackson

Bâtir une communauté de sécurité, fondée sur des valeurs et des objectifs communs. Qu'est-ce que cela veut dire, concrètement? Comment réaliser cette vision? Par quoi commencer? Nous aimerions connaître votre opinion. Veuillez écrire à: osce.magazine@osce.org

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

57 États participants

Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, ex-République yougoslave de Macédoine, Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Saint-Marin, Saint-Siège, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, République tchèque, Turkménistan, Turquie, Ukraine.

11 Partenaires pour la coopération

Afghanistan, Algérie, Australie, Égypte, Israël, Japon, Jordanie, Maroc, Corée du Sud, Thaïlande, Tunisie

Présidence de l'OSCE 2013: Ukraine

Organes décisionnels

- Conseil ministériel
- Conseil permanent (Vienne)
- Forum pour la coopération en matière de sécurité (Vienne)

Secrétariat (Vienne)

Institutions

- Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (Varsovie)
- Haut Commissaire pour les minorités nationales (La Haye)
- Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias (Vienne)

Assemblée parlementaire de l'OSCE (Copenhague)

Opérations de terrain

Asie centrale

- Centre de l'OSCE à Achgabat
- Centre de l'OSCE à Astana
- Centre de l'OSCE à Bichkek
- Bureau l'OSCE au Tadjikistan
- Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ouzbékistan

Europe orientale

- Mission de l'OSCE en Moldavie
- Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ukraine

Caucase du Sud

- Bureau de l'OSCE à Bakou
- Bureau de l'OSCE à Erevan
- Représentant personnel du Président en exercice pour le conflit dont la Conférence de Minsk de l'OSCE est saisie

Europe du Sud-Est

- Présence de l'OSCE en Albanie
- Mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine
- Mission de l'OSCE au Kosovo
- Mission de l'OSCE au Monténégro
- Mission de l'OSCE en Serbie
- Mission de l'OSCE à Skopje

Communauté de sécurité

Magazine publié par le Secrétariat de l'OSCE
Section de la presse et de l'information
Wallnerstrasse 6
A-1010 Vienne (Autriche)
Téléphone: +43 1 51436 6267
osce.magazine@osce.org

Communauté de sécurité est publié sur papier en anglais et en russe et est également disponible en ligne en anglais, russe, allemand et français sur www.osce.org.

Les opinions exprimées dans les articles sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'OSCE et de ses États participants.

Rédactrice en chef

Ursula Froese

Comité de rédaction

Marcel Pesko, Miroslava Beham, Ursula Froese, Adam Kobieracki, Alexey Lyzhenkov, Frane Maroevic, Ian Mitchell, Niamh Walsh

Maquettiste

Julie Kim
Nadina Avdagic

Impression

Ferdinand Berger & Sons

(Les matériaux utilisés pour ce produit ont été fabriqués à partir de forêts ayant fait l'objet d'une gestion durable et de sources contrôlées.)

Communauté de sécurité favorise le développement d'une communauté de personnes résolues à promouvoir la confiance et la stabilité dans tout l'espace de l'OSCE. Les contributions écrites sur les aspects de la sécurité politico-militaire, économique et environnementale ou humaine sont les bienvenues. Les textes font l'objet d'une mise en forme rédactionnelle.

La page de couverture du magazine Communauté de sécurité est un espace favorisant un débat visuel sur l'idée d'une communauté de sécurité et des questions connexes. Les artistes sont invités à apporter des contributions. Ils sont protégés par le droit d'auteur.

Tous les documents publiés le sont à la discrétion de l'OSCE. Les textes publiés ne donnent droit à aucune rétribution. Veuillez écrire à oscemagazine@osce.org.

L'OSCE remercie tous les auteurs et artistes de leurs contributions.

